

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LE  
**POUVOIR CONSTITUANT**  
SOUS  
**LA RÉSTAURATION**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

Soutenue le ~~Mardi 26 mai~~ *dimanche 15 juin* 1908 à *1* heure

PAR

**M. ROUX**

---

Président, M. E. CHAVEGRIN.

Suffragants { MM. *Leur*

*jeanffe de Laporte*

---

PARIS  
LIBRAIRIE INDÉPENDANTE  
**J. ROQUES, Éditeur**

8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

---

1908



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LE  
**POUVOIR CONSTITUANT**  
SOUS  
**LA RESTAURATION**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

*Soutenue le Mardi 26 mai 1908 à      heure*

PAR

**M. ROUX**

---

*Président,*      M. E. CHAVEGRIN.

*Suffragants* } MM.



---

PARIS  
LIBRAIRIE INDÉPENDANTE

**J. ROQUES, Éditeur**

8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

---

1908



*A MON PÈRE*



## INTRODUCTION

---

On convient ordinairement que la souveraineté est le signe caractéristique auquel se reconnaît un peuple libre ; dans l'ordre politique, cette liberté veut que le peuple détermine à sa convenance la forme du gouvernement, en organise les rouages et, d'une façon générale, pose les règles qui présideront à sa vie sociale ; l'ensemble de ces attributs reçoit le nom de pouvoir constituant.

Ainsi lorsqu'un peuple est libre, il possède le pouvoir constituant qui apparaît comme la conséquence immédiate de sa souveraineté ; mais l'histoire nous apprend que la France ne fut pas toujours libre ; aussi bien, durant toute la période correspondant à la monarchie absolue, la souveraineté inaliénable et imprescriptible constitua-t-elle une des prérogatives essentielles de la royauté (1). Non seulement le roi régnait et gouvernait, mais encore il y avait identité absolue entre sa volonté et la loi, identité qui se résumait en cet adage : « Que veut le roi, ce veut la loi » (2).

La réaction contre la doctrine et le régime absolutistes se manifesta au cours de tout le XVIII<sup>e</sup> siècle et le « Contrat social » qui érigeait en principes absolus la liberté, l'égalité, la souveraineté du peuple (3) en marque le point de départ. L'aboutissant, c'est la Révolution avec laquelle ces pures théo-

(1) Cours de M. Esmein 1906-1907.

(2) Proverbes communs XV<sup>e</sup> siècle. LE ROUX DE LINCY, Le livre des proverbes 2<sup>e</sup> édition, Paris 1859.

(3) H. TAINÉ. Origines de la France contemporaine. L'ancien régime.

ries entraient dans le domaine des réalités sociales (1). D'ailleurs, remarquons-le, cette conception originaire de la souveraineté s'éloignait sensiblement, tout au moins quant à son mode de manifestation, de ce qu'elle fut plus tard. Chaque individu adulte, disait-on, qui fait partie de la nation détient une portion égale de souveraineté ; il devra donc être appelé à se prononcer sur le contenu de la Constitution considérée comme l'acte créateur de l'Etat, comme un véritable contrat social (2). Ce raisonnement conduisait au plébiscite constituant que les hommes de la Révolution (3), adeptes fervents de Rousseau et, par suite, les Constitutions (4) ne manquèrent pas de consacrer. Il n'en était pas moins inexact. L'Etat ou nation est un fait naturel : il préexiste à toute organisation consciente et voulue de l'homme. Par suite, l'idée de contrat social créateur doit être écartée et rien ne s'oppose à ce que le peuple qui dispose de la souveraineté et de sa principale manifestation, le pouvoir constituant, en confie l'exercice à des représentants au lieu d'user lui-même de cette prérogative. Toute la question se réduit à savoir quel

(1) Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, article 3 : « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. »

Constitution de 1791, titre III art. I. Collection Duvergier, tome 3 : « La souveraineté est une, indivisible, inaliénable et imprescriptible ; elle appartient à la nation. »

(2) Le Contrat social, J.-J. ROUSSEAU B.F.D.

(3) La Convention nationale déclare « qu'il ne peut y avoir de Constitution que lorsqu'elle est acceptée par le peuple ». Réimpression de l'ancien *Moniteur*, t. XIV, p. 7 ; cela n'a rien d'exagéré ; mais Isnard allait beaucoup plus loin lorsqu'il disait : « Nous cherchons à former une réassociation qui n'est que désirée. Ce que nous ferons n'aura force et valeur qu'après ratification. Chacun de nous a le droit de stipuler avant tout les conditions auxquelles il veut s'associer. Car tout homme a certainement le droit de ne s'engager que comme il lui plaît ». On reconnaît dans certaines de ces paroles les théories de Rousseau. — Réimpression de l'ancien *Moniteur*. Séance du 11 mars 1793, t. XIV, p. 378.

(4) Constitution du 24 juin 1793, du 5 fructidor an III du 22 frimaire an VIII et, sous une forme spéciale, celle du 16 thermidor an X.

est, du vote populaire et du vote par représentants, celui qui offre le plus de garanties et il semble bien que ce soit ce dernier. A un autre point de vue, celui des modifications de la Constitution, la doctrine du contrat social se heurtait à des impossibilités car, pour ces modifications, jamais on n'eût pu obtenir le consentement unanime des citoyens, jugé cependant indispensable. Aussi ne tarda-t-on point à abandonner ces conséquences exagérées d'un principe vrai (1). On admit que la Constitution pouvait être l'œuvre de la nation ou de ses représentants qui, de même, avaient qualité pour la modifier suivant des formes prédéterminées. C'est le régime sous lequel nous vivons depuis 1875 (2).

(1) Nous entendons parler du principe de la souveraineté nationale.

(2) Le Sénat et la Chambre réunis en Congrès peuvent modifier la Constitution. Lois du 25-28 février 1875, art. 8.



Notre travail comporte l'étude du pouvoir constituant sous la Restauration. Il nous a paru bon, d'abord, afin de ne pas nous égarer sur un champ d'investigations aussi étendu, d'éviter, autant que possible, les détails et de nous en tenir aux faits saillants. Nous avons donc, suivant cette idée, divisé notre travail en trois parties dont chacune contient, parmi les questions relatives au pouvoir constituant agitées durant la période 1814-1830, les plus importantes d'entre elles.

D'un autre côté, nous avons intentionnellement négligé l'exposé historique parce qu'on le trouve dans de nombreux ouvrages consacrés à la Restauration, parce qu'aussi nous avons cru que notre sujet ne le demandait pas.

---



PREMIÈRE PARTIE

---

CHUTE DE NAPOLEON. PROCLAMATION DE LOUIS XVIII  
LE PROJET DE CONSTITUTION DU SÉNAT  
LA CHARTE



## CHAPITRE PREMIER

### **La chute de l'Empire Proclamation de Louis XVIII**

Les alliés à Paris ; ils proclament la déchéance de Napoléon. Les questions d'ordre politique qui se posaient : organisation du gouvernement provisoire. Choix du nouveau chef de l'État. L'attitude des alliés, de la foule ; les menées royalistes.

Le conseil municipal de Paris proclame la déchéance de Napoléon et appelle Louis XVIII ; cet exemple est suivi par le Sénat et le corps législatif. La portée de l'acte de déchéance du Sénat au point de vue constitutionnel.

Les alliés avaient occupé Paris fin mars 1814.

Aussitôt, et pour bien préciser leur but, ils faisaient paraître une proclamation en date du 1<sup>er</sup> avril. Ils voulaient, avant tout, détrôner l'Empereur et, pour y parvenir, pensant que c'était là le moyen le plus sûr, les souverains étrangers refusaient de traiter avec Napoléon Bonaparte (1). Quant au peuple français, on ne le mettait nullement en cause. On reconnaissait d'avance, on garantissait la Constitution qu'il se donnerait. Peut-être cette apparente mansuétude cachait-elle le dessein très habile de détacher la nation française de son maître en lui ouvrant un horizon nouveau de liberté qu'elle ignorait depuis longtemps. Quoi qu'il en soit, sa souveraineté se trouvait consacrée de façon expresse et, par conséquent, l'organisation politique qu'elle se donnerait approuvée d'avance. Le Sénat, de son côté, devait rédiger un projet de constitution et désigner un gouvernement provisoire (2).

(1) *Moniteur* 2 avril 1814, B.F.D.

(2) *Ibid.*

M. de Talleyrand devint le chef de ce gouvernement provisoire; il s'adjoignit, comme collaborateurs, MM. de Jaucourt, le duc de Dalberg, le général de Beurnouville et l'abbé de Montesquiou.

Il va sans dire que la question importante n'était pas tant l'organisation d'un gouvernement sans lequel, néanmoins, fût-il provisoire, un pays ne saurait vivre, que la confection du texte constitutionnel et le choix du chef de l'Etat. Le jeu des événements allait assurer le triomphe de la forme monarchique avec le retour de Louis XVIII. Rien, cependant, n'indiquait, à cette date, que la crise ouverte se résoudrait ainsi. Il semble que, chez les alliés, on n'ait pas, sauf l'Angleterre, cherché à faire éclore la candidature du frère de Louis XVI; les souverains étrangers s'en remettaient au vœu de la nation et en attendaient l'expression (1). Ce vœu, de la nation lui-même est resté bien incertain (2).

Dans un autre milieu, composé surtout d'intellectuels, l'agitation atteignait, par contre, un très haut degré d'intensité. Les groupes royalistes avaient chaudement manifesté en faveur de Louis XVIII le jour de la rentrée des alliés dans Paris, s'efforçant d'établir, dans l'esprit du public, une relation de cause à effet entre l'invasion et la restauration des Bourbons. Plusieurs écrivains mettaient leur talent et la publicité de leurs écrits au service de la cause légitimiste. « Les souvenirs de la vieille France, écrivait Chateaubriand (3), la religion, les antiques usages, les mœurs de la famille, les habitudes de notre enfance, le berceau, le tombeau, tout se rattache

(1) Déclaration du 1<sup>er</sup> avril. *Moniteur* 2 avril 1814. Des avantages d'une Constitution libérale, p. 30. BOYER-FONFRÈDE, B. N. L. b<sup>45</sup> 59

(2) Mémoires de Talleyrand, t. II, B. N. La<sup>30</sup> 57. Mémoires de Vitrolles, t. I, B. N. L. a<sup>37</sup> 16.

M. de Vitrolles constata avec peine la stupeur des populations en entendant prononcer le nom des Bourbons. Depuis longtemps, on avait oublié la dynastie légitime.

(3) De Buonaparte et des Bourbons et de la nécessité de se rallier à nos princes légitimes pour le bonheur de la France et de l'Europe. CHATEAUBRIAND. V. *Journal des Débats* (analyse) lundi 4 avril 1814, B. N.

au mot sacré du roi ; il n'effraie personne ; au contraire, il rassure : le Roi, le Magistrat, le Père, un Français confond ces idées » ; il concluait : « choisissons entre Buonaparte qui revient à nous, portant le Code sanglant de la conscription et Louis XVIII qui s'avance pour fermer nos plaies ». On aurait tort d'exagérer l'importance de cette brochure et des ouvrages analogues ; ils eurent toutefois le mérite de divulguer le nom des Bourbons « qui n'étaient pas plus connus en France que les enfants de l'Empereur de Chine... et de leur donner un certificat de vie » (1).

C'est du côté des corps politiques constitués, si tant il est qu'il en existât encore, que le Roi devait trouver un appui vraiment efficace. L'exemple vint du conseil municipal de Paris. Après avoir énuméré, dans un appel à la population, les maux causés par l'Empire, il se prononçait nettement en faveur du représentant de l'ancienne dynastie « au nom de ses devoirs mêmes et les plus sacrés de tous (2) ».

M. de Talleyrand et les Sénateurs n'avaient sans doute aucune hâte de commettre un acte de si haute importance ; une réserve prudente et avisée convenait davantage à leurs esprits ; mais l'heure des décisions avait sonné par le fait de cette initiative malencontreuse ; il fallait, sous peine de déchoir, adopter une attitude non équivoque. Le Sénat proclama la déchéance de l'Empereur (3).

Cette déchéance apparaît, dans le libellé qui la contient, comme la conclusion nécessaire d'un réquisitoire dressé contre l'homme qui avait présidé aux destinées de la France pendant plus de quatorze années et le régime qu'il lui avait imposé. Napoléon avait levé des impôts, établi des taxes, entrepris des guerres, rendu des décrets portant la peine de mort, soumis

(1) Mémoires d'Outre-Tombe. CHATEAUBRIAND.

(2) BUCHEZ et ROUX (janvier, février et mars 1814). 1<sup>er</sup> avril 1814. Signé : les membres du conseil général municipal de Paris, Bellart, (rédacteur de la proclamation), Barthélemy, Bonnouret, Bascheron, Davillier, Demautort, Gauthier, Harcourt, de Lamoignon, Mallet, Montamant, Pérignon, Thibou, Vial.

(3) *Moniteur*, 4 avril 1814 (séance du 3) Sénat.

à la censure la liberté de la presse, « un des droits de la nation » « autrement qu'en vertu de la loi » et « contrairement aux serments prêtés par lui aux Constitutions du 22 frimaire an VIII et du 28 floréal an XII » (1). Toutes ces violations de la Constitution, irréfutables et notoires, déchiraient, concluait le Sénat, le pacte social qui unissait le peuple français et l'Empereur.

Ainsi revoyait le jour l'idée de pacte social si chère aux théoriciens du XVIII<sup>e</sup> siècle et aux hommes de la Révolution, idée qui implique la pleine possession de la souveraineté par le peuple, c'est-à-dire la libre organisation de son gouvernement. Par hasard, ce peuple pourra se donner un monarque ; ce ne sera pas sans qu'en retour, ce dernier ait juré de respecter certaines clauses du contrat qui le lie à la nation souveraine. Il ne sera pas, *dei gratia ou jure hæreditario*, le maître au-dessus et en dehors des lois ; il occupera seulement le premier rang dans l'Etat et il ne le conservera qu'à condition de respecter les clauses du contrat consignées dans la Constitution. Toute la thèse de la monarchie contractuelle se trouvait rééditée et conçue suivant le même esprit que, plus tard, la Charte de 1830 ou certaines Constitutions allemandes (2). On doit avouer qu'elle venait fort à point.

Quelques heures après, le Corps législatif ratifiait la déchéance votée par le Sénat ; il considérait, lui aussi, que « Napoléon Bonaparte avait violé le pacte constitutionnel » (3).

Le Sénat et le Corps législatif se mettaient en fort mauvaise posture au cas d'un retour de fortune favorable à Napoléon ; le hasard ne le permit pas. On sut bientôt que l'Empereur ne conservait plus aucune chance de sauver son trône. Ce fut une invite pour ces deux corps politiques à continuer dans la voie où ils s'étaient engagés et à désigner un nouveau chef de l'Etat, après avoir destitué l'ancien ; ils le firent presque avec hâte ;

(1) *Moniteur*, 4 avril, (séance du 3) Sénat.

(2) SAXE-WEIMAR, 5 mai 1816. Würtemberg, 25 décembre 1819. Cours de M. Chavegrin, 1906-1907.

(3) *Moniteur*, 4 avril 1814, (séance du 3). Corps législatif.

dès le 6 avril, le Sénat proclamait que le « peuple de France appelait librement au trône Louis-Stanislas-Xavier de France, frère du dernier roi » (1).

(1) *Moniteur*, 8 avril 1814. Constitution décrétée par le Sénat (séance du 6 avril 1814).

---

## CHAPITRE II

### **Le projet de Constitution du Sénat et la question de la lieutenance-générale**

Le projet de Constitution du Sénat. Le Sénat avait-il qualité pour exercer le pouvoir constituant ! La théorie constitutionnelle contenue dans ce projet.

La lieutenance-générale du royaume. Par qui devait-elle être attribuée ? Le Sénat désigne Monsieur comme lieutenant-général. Ce qu'il faut penser de cette nomination ainsi faite.

L'attitude de Monsieur vis-à-vis du projet de Constitution du Sénat. Ses idées concernant la restauration du pouvoir royal.

Pour se conformer au désir des alliés (1), le Sénat avait chargé cinq de ses membres (2) de rédiger un projet de Constitution. On s'étonne qu'il ait pris cette initiative lorsqu'on songe que le pouvoir constituant est la propriété exclusive de la nation ; or, les sénateurs choisis à vie, directement par l'Empereur ne représentaient nullement le pays et n'en avaient reçu aucune délégation. En la circonstance, le Sénat paraît s'être autorisé du manifeste des alliés et peut-être aussi de la déclaration d'Hartwell (3) qui attribuait à ce corps un rôle essentiel dans

(1) Ils (les alliés) invitent le Sénat... à préparer une Constitution qui conviendra au peuple français ». *Moniteur*, 2 avril 1814. Manifeste des alliés.

(2) Lebrun, Barbé-Marbois, Destutt de Tracy, Emmery et Lambrechts. — DUVERGIER DE HAURANNE, Histoire du régime parlementaire, t. II, chap. II.

(3) 1<sup>er</sup> janvier 1814. *Journal des Débats*, 2 avril 1814. *Journal de Paris*, 2 avril 1814.

l'Etat (1). Mais c'était là des titres bien fragiles et l'abbé de Montesquiou ne manqua pas de le faire observer : « Qui êtes-vous », dit-il à M. Lambrechts « qui sommes-nous ? Où sont vos pouvoirs ; où sont les miens ? Une Constitution sans la nation et sans le roi, voilà, je crois, la chose la plus étrange qui se soit jamais vue ! » (2). A dire vrai, le Sénat ne possédait aucun pouvoir régulier ; il formait, selon l'expression de Bergasse « une association d'individus sans caractère politique et sans droits » (3) (4). Notons cependant qu'au milieu du désarroi qui marque cette période (5), il pouvait se croire autorisé par sa qualité de corps politique à prendre une part active aux affaires publiques. D'autre part, l'article 29 déclarait que le

(1) *Ibid.* note 3. Louis XVIII s'adressant au Sénat, à ce corps dont l'utilité et l'importance ne pouvaient être bien reconnues qu'après la Restauration « l'invitait à apercevoir la glorieuse destinée qui l'appelait à devenir le premier instrument du rétablissement de la monarchie légitime et à conquérir ainsi la plus solide comme la plus honorable garantie de son existence et de ses prérogatives. »

(2) Mémoires de l'abbé de Montesquiou à Louis XVIII. *Moniteur* 15 avril 1815.

(3) Réflexions de M. Bergasse sur l'acte constitutionnel du Sénat, B.N. L b <sup>44</sup> 653. « Je me suis demandé d'abord à quel titre le Sénat s'était permis de rédiger pour la France une Constitution. Le Sénat ne doit son existence qu'à la Constitution qui vient d'être détruite. Il est donc dissous par le fait. Il n'est donc qu'une association d'individus sans caractère et sans droits.

Dira-t-on qu'il représente la nation ? Mais a-t-on oublié que ... pour être représentant d'une nation, il faut être immédiatement délégué par elle et que lorsqu'il s'agit surtout de la Constitution, une délégation ordinaire ne suffit pas ? »

(4) Avantages d'une Constitution libérale. BOYER-FONFRÈRE, op. cit. « ... Je crois qu'il eût fallu convoquer une nouvelle députation, que le texte constitutionnel eût été discuté par les vrais représentants du peuple... » Plus loin : « Il (le Sénat) n'a aucun pouvoir pour faire une Constitution ; il n'en tient aucun de la nation. »

(5) Avantages d'une Constitution libérale, *ibid.* note 2. « ... si des circonstances particulières que l'on peut regarder comme une espèce de chaos politique n'eussent pas existé en France au moment où Napoléon a été détrôné... »

projet de Constitution devait être soumis à la ratification populaire (1). Cette disposition montrait suffisamment que le pouvoir constituant restait la prérogative essentielle de la nation. Le Sénat eût difficilement fourni une meilleure réponse à ceux qui niaient sa compétence ; par là aussi, il adoptait et continuait les théories révolutionnaires relatives au pouvoir constituant résumées en quelques mots par Couthon : « Nous sommes appelés », expliquait-il dans une séance du 21 septembre 1792 « de toutes les parties de l'empire pour rédiger un projet de constitution ; je dis projet, car je pense bien qu'il n'y aura qu'un vœu pour soumettre à la sanction du peuple toutes les dispositions de la Constitution » (2).

Les auteurs de l'article 29 ont d'ailleurs subi pleinement l'influence de ces théories. A cette date, il était acquis que Louis XVIII allait devenir roi de France ; mais vis-à-vis du roi, le peuple n'abdiquait pas sa souveraineté ; il « appelait librement au trône Louis-Stanislas-Xavier de France » (3) ; ce mot « librement » mis à dessein dans le texte laissait entendre que la nation réglait à sa convenance la forme de son gouvernement. Il paraît, dès lors, naturel qu'elle ait exigé certaines garanties et résolu de ne proclamer Louis-Stanislas-Xavier, roi des Français, que le jour où il aurait juré et signé un acte portant : « j'accepte la Constitution ; je jure de l'observer et de la faire observer... » (4). On ne saurait s'étonner de rencontrer ici la thèse de la monarchie contractuelle, puisque l'acte proclamant la déchéance de Napoléon la contenait déjà tout entière ; nous assistons seulement à l'application normale de ses conséquences.

Louis XVIII ne devait pas rentrer de quelque temps en France. C'est sans doute pour le suppléer que, dès le 4 avril, le gouvernement provisoire, d'accord avec les alliés, avait décidé d'appeler le frère du roi à Paris. Celui-ci, accompagné de M. de Vitrolles envoyé à ses devants, se trouvait à Saint-Denis, le 10 avril,

(1) Article 29 du projet de Constitution du Sénat. *Moniteur* 8 avril 1814.

(2) Réimpression de l'ancien *Moniteur*, t. XIV, p. 378.

(3) *Moniteur*, 8 avril 1814. Projet de constitution du Sénat.

(4) *Ibid.*, note 2.

quand se posa une question à laquelle on n'avait pas pensé et qu'il fallait résoudre avant qu'il ne parût dans la capitale : il s'agissait de définir et de qualifier la situation officielle du comte d'Artois. Puisqu'il devait suppléer le roi, il semble que, seul, le titre de lieutenant-général du royaume par délégation du roi lui convînt, suivant les règles de notre ancien droit public (1). Telle était, du moins, la thèse des royalistes (2); mais ceux-là qui vivaient plus dans le passé que dans le présent, oubliaient la nouvelle condition faite à la royauté par le grand mouvement d'idées de la Révolution. On tenait pour indiscutable que tant que le roi n'aurait ni accepté ni juré la Constitution que s'était donnée le peuple français, il ne serait pas roi. Le Sénat avait adopté une résolution expresse en ce sens (3). C'était aussi l'opinion émise par Barbé-Marbois, au cours d'un Conseil chez M. de Talleyrand : « Le roi, dit-il, n'a ni juré si signé la Constitution ; il ne peut, par conséquent, nommer un lieutenant-général du royaume » (4). Cette objection était conforme aux principes nouveaux. Cependant, comme le temps pressait, on imagina de faire attribuer à Monsieur, la lieutenance-générale par le Sénat. Il y avait là une solution élégante peut-être, mais qui ne reposait sur aucun fondement juridique. D'après les principes nouveaux, le peuple seul disposait de la souveraineté et selon cette idée, toute fonction ne pouvait être attribuée que par lui, ses représentants ou les pouvoirs constitués (5). Or, les pouvoirs cons-

(1) Cours de M. Esmein, 1906-1907.

(2) Mémoires de M. de Vitrolles, *op. cit.* BERGASSE. — Réflexions sur l'acte constitutionnel du Sénat, *op. cit.*

(3) « Le prince appelé au trône par l'acte constitutionnel n'est, jusqu'à l'acceptation de cet acte, qu'un simple particulier. » Ordre du jour motivé par le Sénat. Procès-verbaux des séances du Sénat conservateur. Arch. nat. CC. 986.

(4) Mémoires de M. de Vitrolles.

(5) « L'universalité des citoyens est le souverain dans ce sens que nul individu, nulle fraction, nulle association partielle ne peut s'arroger la souveraineté si elle ne lui a pas été déléguée. » BENJAMIN-CONSTANT. — Œuvres politiques, B. F. D.

V. aussi : de la Constitution française de l'an 1814, par M. GRÉGOIRE, ancien évêque de Tours. B. N., L b<sup>45</sup>, 177.

titués n'existaient plus et d'autre part, le Sénat qui n'émanait nullement de la nation, ne possédait aucun mandat régulier. Néanmoins cette nomination fut acceptée telle quelle.

Le premier mouvement du Comte d'Artois l'avait porté à rejeter (1) le projet de constitution du Sénat; puis il parut s'y résigner. Ce ne fut pas d'ailleurs de façon spontanée mais bien plutôt à la suite des remontrances qu'il reçut de l'Empereur Alexandre; ce dernier lui rappela le manifeste des alliés garantissant au peuple français la Constitution qu'il se donnerait (2) en ajoutant impérieusement qu'il « n'entendait pas qu'on entamât une lutte contre le Sénat et contre la Constitution (3) ». Si les nécessités du jour obligeaient Monsieur à faire taire ses véritables sentiments, il se montra, par contre, délibérément imprécis lorsqu'il parla de la Constitution, évitant surtout de prendre à son sujet un engagement quelconque. Sans doute il avait lu l'acte constitutionnel « rappelant au trône son auguste frère le Roi »; mais il n'avait pas « reçu de lui le pouvoir d'accepter la Constitution »; il ne craignait toutefois pas d'être désavoué en assurant en son nom, qu'il en « admettrait les bases » (4). La véritable pensée de l'orateur perçait à travers ces termes vagues choisis judicieusement. Il disait : « la Constitution qui rappelle... le Roi... ». Rappeler quelqu'un à un poste, cela ne laisse-t-il pas supposer qu'il l'a déjà occupé ? Donc, dans l'esprit de Monsieur, Louis XVIII reprenait possession de la fonction qui lui appartenait et elle ne pouvait lui appartenir qu'en vertu de la théorie du droit divin. C'était d'autant mieux sa pensée qu'il ne dit pas : « rappelle... comme roi ; (5) mais

(1) « Monsieur ne peut reconnaître à des sujets le droit d'imposer leur volonté au roi qui le tient de Dieu. » HYDE DE NEUVILLE, t. II. (Lettre de M<sup>me</sup> de Damas qui logeait le comte d'Artois à Hyde de Neuville).

(2) Manifeste des alliés. V. ci-dessus.

(3) Mémoires de M. de Vitrolles, *op. cit.*

(4) *Moniteur*, 15 avril 1814 (séance du 14).

(5) Cette phrase « rappelle... comme roi » eût été d'ailleurs, à notre avis, incorrecte; il aurait fallu dire « appelle... comme roi ».

On peut remarquer aussi que le comte d'Artois n'emploie en aucune

bien « le Roi ». Cette qualité de Roi n'était pas, d'après lui attribuée par l'acte constitutionnel; elle avait toujours appartenu à son frère le Roi Louis XVIII.

circonstance l'expression du Sénat : frère du dernier roi; il dit : le roi.

---

## CHAPITRE III

### Louis XVIII et la Charte

#### SECTION I

##### Le retour de Louis XVIII en France

##### Son attitude vis-à-vis du projet de Constitution du Sénat

Comment Louis XVIII comprenait son pouvoir royal et ce qu'il pensait des Constitutions en général.

Les opinions émises autour du roi. Il repousse le projet de Constitution du Sénat et formule, à Londres, la théorie du droit divin.

L'opinion en France. Pourquoi on accepta en général la théorie du droit divin.

L'attitude du Corps législatif et du Sénat.

Proclamation de Saint-Ouen.

M. de la Maisonfort rapporte un dialogue très curieux. Il annonçait à Louis XVIII la rentrée des alliés dans Paris et ajoutait à titre de commentaire : « Sire, vous êtes roi ». « Ai-je jamais cessé de l'être ? » (1) répondit celui-ci, révélant par cette apostrophe imprévue, le fond de sa pensée : il était roi par la grâce de Dieu et par droit d'hérédité. L'homme n'avait donc pas changé depuis 1797, date à laquelle il écrivait : « Si je suis un jour roi de fait comme je le suis de droit, je veux l'être par la grâce de Dieu » (2). C'était en même temps repousser toute constitution par laquelle il eût abandonné une partie de ses droits et pris engagement avec le peuple. Il n'acceptait que l'ancienne cons-

(1) Les mémoires de M. de la Maisonfort à qui ce propos est emprunté, sont perdus. Ce propos est rapporté par Duvergier de Hauranne, qui les a eu en mains.

(2) Lettre de Louis XVIII à M. de Saint-Priest, 1799.

titution qui représentait pour lui « l'arche sainte » ; « s'il s'en écartait, il ne lui resterait plus qu'à se contenter de l'autorité qu'il plairait à la nation de lui laisser, ce qu'il était bien résolu à ne faire jamais » (1). Dans la suite, il est vrai, dès 1804, même à une époque où il n'était pas encore retiré en Angleterre, Louis XVIII montrait un plus grand esprit de conciliation ; il omettait de parler du rétablissement des anciens principes monarchiques ; bien plus, il s'engageait à maintenir, notamment la liberté et l'égalité (2), c'est-à-dire les conquêtes essentielles de la Révolution. Enfin, le 1<sup>er</sup> janvier 1814, fut publiée la déclaration d'Hartwell (3), conçue en des termes analogues.

Ainsi l'esprit de Louis XVIII, autoritaire et absolu au début, paraissait avoir évolué vers plus de sens politique et une notion plus exacte des sentiments et des aspirations de la foule. Nous croyons d'ailleurs qu'il y avait là une évolution purement utilitaire destinée à faire accueillir favorablement l'idée d'une Restauration éventuelle.

Entre temps, Louis XVIII recevait des conseils un peu de tous côtés. L'abbé de Montesquiou lui écrivait (4) « qu'il ne pouvait pas, sans abdiquer sa dignité personnelle et les droits de sa famille, renoncer au titre héréditaire qu'il tenait de Dieu seul pour accepter un titre conditionnel et presque électif, décerné par des pouvoirs avilis. Il était donc nécessaire qu'il prît les choses avec hauteur et que, s'intitulant roi de France et de Navarre, il déclarât, par un édit royal, ses volontés et son entrée dans l'exercice de sa souveraineté. Quant aux puissances coalisées, il n'y avait point à s'en préoccuper... il restait seulement l'Empereur Alexandre., protecteur décidé du Sénat ; mais l'impatience de voir le roi et le goût de l'ancien étaient tels que l'Empereur Alexandre n'y pourrait pas résister. » L'influence exacte des avis divers émis autour du roi sur son esprit, ne se peut mesurer, toujours est-il que Louis XVIII se

(1) *Ibid.*, note 2.

(2) VIEL-CASTEL. Histoire de la Restauration, t. I. Proclamation de Mittau. B. F. D. 26.680.

(3) *Journal des Débats*, 2 avril 1814.

(4) *Moniteur*, 15 avril 1815.

refusa à signer la Constitution du Sénat, bien que l'Empereur Alexandre lui eût délégué un de ses conseillers, Pozzo di Borgo, avec mission de le gagner aux idées libérales (1).

C'était la première défaite du Sénat. M. de Talleyrand essaya d'arracher une demi-concession; il proposa que le roi fit « connaître par lettres patentes qu'il acceptait la Constitution, mais que cette Constitution lui paraissant susceptible de modifications, il se réservait de la discuter devant le Sénat » (2). Il ne fut pas écouté.

Louis XVIII avait quitté la résidence d'Hartwell pour regagner son royaume vers le milieu d'avril; le 20, il s'arrêtait à Londres où le prince régent donnait des fêtes en son honneur (3). Louis XVIII lui en manifesta sa gratitude et l'assura qu'il « attribuerait toujours, après la divine providence, à ses conseils, à ce glorieux pays et à la confiance de ses habitants, le rétablissement de sa maison sur le trône de ses ancêtres... » (4) A la veille de mettre le pied sur la vieille terre de France, le roi reportait donc tout le mérite de son heureuse Restauration sur « la divine providence » et le gouvernement anglais. Du libre choix de son peuple, du terrain contractuel sur lequel ce dernier s'était placé conformément à ses droits, il n'en était nullement question. La théorie du droit divin surgissait de nouveau et semblait occuper toute la pensée du descendant des Bourbons.

On n'apprit pas sans déception, en France, ce langage, du moins dans le parti constitutionnel. Mais Louis XVIII, à cette date, était considéré, en fait sinon en droit, comme roi de France et déjà, au lieu de conditions imposées par le peuple (5), on parlait de concessions accordées par le roi.

C'est que, comme l'avait noté l'abbé de Montesquiou (6), d'un côté, le Sénat ne jouissait d'aucune autorité et s'était

(1) VIEL-CASTEL, t, 1, *op. cit.*

(2) *Moniteur*, 15 avril 1815.

(3) *Moniteur*, 26 et 27 avril 1814.

(4) *Ibid.*, note 2, 27 avril 1814.

(5) Projet de Constitution du Sénat.

(6) *Moniteur*, 15 avril 1815.

même discrédité en insérant dans la Constitution, le principe de sa propre conservation, ce qui avait valu à sa constitution le nom de « Constitution de rentes » (1); de l'autre, le peuple voulait du repos (2). Louis XVIII semblait devoir le lui donner et, plus ou moins consciemment, il sacrifiait sa prérogative constituante (3) à ce désir dont on trouve l'expression à chaque instant dans les adresses envoyées de toute la France au « prince légitime » (4). Le corps législatif lui-même, peut-être par jalousie vis-à-vis du Sénat qui l'avait réduit à un rôle très effacé (5), sans abandonner la cause constitutionnelle (6), reconnaissait explicitement qu'il appartenait au

(1) *Ibid.*, note 1. — BERGASSE. Réflexions sur l'acte constitutionnel du Sénat.

(2) « Je ne puis trop le répéter, l'autorité royale est populaire, en France, dans le moment où je parle; tout le monde est las d'être gouverné par la métaphysique. On veut de la religion; on veut du roi; on veut une prompte restauration de l'ordre intérieur... » BEUGNOT. Rapport au roi sur la forme de la promulgation de l'acte constitutionnel. Arch. nat. A. B. XIX.

(3) Ce n'est que dans les bulletins de police des 29 et 30 mai, qu'on relate quelques conversations dans les cafés et lieux publics sur la Constitution (quelques jours à peine avant sa promulgation). Arch. nat., A. B. XIX.

Cela prouve bien que la question constitutionnelle occupait un rang tout à fait secondaire parmi celles qui intéressaient la masse.

(4) Voir notamment *Moniteur*, 18, 19, 28, 29, 30 avril 1814.

(5) Réflexions de Bergasse sur l'acte constitutionnel du Sénat : « Celui-ci (le corps législatif) représente véritablement la nation; or, a-t-il été admis aux délibérations du Sénat? »

(6) *Moniteur*, 1<sup>er</sup> mai 1814. Discours du président Bruys de Charles, de la délégation du corps législatif allée au devant du roi à Compiègne. « Par Votre Majesté vont être cimentées les bases d'un gouvernement sage et prudemment balancé: Votre Majesté ne veut rentrer que dans l'exercice des droits qui suffisent à l'autorité royale et l'exécution de la volonté générale confiée à ses paternelles mains n'en deviendra que plus respectable et plus assurée... »

Cette dernière phrase est le développement de la première parlant d'un gouvernement sage et prudemment balancé. Mais un gouvernement « balancé » ne peut exister qu'en régime constitutionnel qui

roi de donner une Constitution à la France, de « cimenter les bases d'un gouvernement... » (1).

Une phrase de l'Empereur Alexandre résume la situation respective du parti constitutionnel et du roi : « Que vouliez-vous que je fasse ? », disait-il à M. de la Fayette, dans le salon de M<sup>me</sup> de Staël ; « je voulais qu'au lieu de donner eux-mêmes une Constitution, les Bourbons en reçussent une de la nation et j'étais allé à Compiègne avec l'espoir d'obtenir du roi qu'il renoncerait à ses dix-neuf ans de règne et autres prétentions de ce genre ; la députation du Corps législatif y était avant moi pour le reconnaître sans condition. Contre le roi et le Corps législatif réunis, j'étais impuissant (2) ».

Ainsi la cause de la Constitution contractuelle était perdue. M. de Talleyrand lui-même, en présentant le Sénat (3), faisait amende honorable. Il ne s'agissait plus d'appeler Louis-Stanislas Xavier au trône, à condition qu'il accepterait la Constitution ; il s'agissait de solliciter de sa bonté « les garanties nécessaires au repos de la France et au repos de l'Europe » ; il s'agissait d'établir qu'« une charte constitutionnelle réunirait tous les intérêts à celui du trône et fortifierait la volonté première du concours de toutes les volontés ». « Vous savez mieux que nous, Sire, ajoutait M. de Talleyrand, que de telles institutions si bien éprouvées chez un peuple voisin donnent des appuis et non des barrières aux monarques... Oui, Sire, le Sénat et la nation, pleins de confiance dans les hautes lumières et dans les sentiments magnanimes de V. M. désirèrent avec elle que la France soit libre pour que le roi soit puissant... »

Louis XVIII ne voulut cependant pas affecter de faire si bon compte du projet de constitution du Sénat. La déclaration de Saint-Ouen (4) constatait que les « bases en étaient bonnes ;

met à titre de contrepoids en face de l'autorité royale, une autorité issue de la nation.

(1) *Ibid.*, note 7.

(2) Mémoires de M. de La Fayette, t. V. B. S<sup>r</sup> 6, 8<sup>e</sup>, L. 1228 Sup, (publiés par M. Eug. Asse).

(3) *Moniteur*, 4 mai 1814.

(4) *Moniteur*, 3 mai 1814.

mais qu'un grand nombre d'articles portant l'empreinte de la précipitation avec laquelle ils avaient été rédigés, ne pourraient, dans leur forme actuelle, devenir lois fondamentales de l'Etat ; il était donc indispensable de les rectifier ». Cette tâche devait échoir à une commission choisie dans le sein du Sénat et du corps législatif dont le travail serait « mis sous les yeux de ces deux corps » convoqués pour le 10 juin.

Comme on le voit, la déclaration de Saint-Ouen ne comportait ni le rejet absolu, ni l'acceptation du projet de constitution du Sénat ; le doute continuait à planer laissant place à l'espoir que certains articles en seraient adoptés. Par contre, le roi demeurait intransigeant sur la question de son accession au trône ; il était roi de France *jure divino* et il le disait formellement. « Louis par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre (1), telle était la signature apposée désormais au bas des actes émanant de lui.

## SECTION II

### L'élaboration et la publication de la Charte

La Commission chargée du travail Constitutionnel. Etendue de ses pouvoirs. Les questions agitées. La théorie du droit divin et de la légitimité est consacrée. L'octroi de la Charte. Ce qu'il faut penser de la Charte.

La déclaration de Saint-Ouen n'indiquait pas si le Sénat et le corps législatif choisiraient les commissaires chargés du travail constitutionnel ou bien si le roi les nommerait ; ce dernier avis prévalut (2) et le roi désigna, pour faire partie de la commission : trois commissaires royaux (3), neuf sénateurs (4)

(1) *Ibid.*, note 3, page précédente.

(2) A. DE VAULABELLE. — Histoire des deux Restaurations. t. II, B. S. G., 8° L. 759<sup>10</sup>.

(3) L'abbé de Montesquiou, MM. Ferraud et Beugnot.

(4) MM. Barbé-Marbois, Barthélemy, Boissy-d'Anglas, de Fontanes, Garnier, de Pastoret, de Sémouville, Vimar, le maréchal Serrurier.

et neuf membres du corps législatif (1). Cette décision concordait avec la tournure d'esprit de Louis XVIII ; du moment où il n'admettait pas le pouvoir constituant du peuple, il était naturel qu'il n'appelât pas à l'élaboration de l'œuvre constitutionnelle certains représentants élus. Le roi accentuait d'ailleurs sa façon de voir : il accordait seulement aux membres de la commission le droit de conseil (2), demeurant lui-même juge en dernier ressort et maître absolu de modifier leurs propositions.

Lorsqu'on en vint à la question de l'appellation de l'acte constitutionnel, les opinions se partagèrent ; à la longue, celle de M. Beugnot finit par l'emporter. Selon lui, cet acte descendait de l'autorité royale préexistante dans son intégrité et contenait uniquement les concessions que cette autorité jugeait convenable de faire *proprio motu* et de sa pleine et entière liberté ; on devait donc écarter le mot « Constitution » qui supposait, pour établir un nouvel ordre de choses, un concours quelconque entre le roi et les représentants du peuple, pour adopter le nom consacré par l'histoire de plusieurs peuples, le nom de Charte (3). Beugnot et ses collègues étaient bien loin du projet de constitution du Sénat, du libre choix du peuple, en un mot, de la constitution contractuelle ; ils renouvelaient, en face de cette conception, la théorie du droit divin

(1) MM. Blanquart, de Bailleul, Bois-Savary, Chabaud-Latour, Clausel de Consergues, Duchesne de Villevoisin, Duhamel, Fayet de Baure, Félix Faucon et Lainé.

Le décret instituant cette commission ne parut pas, de par la volonté du roi, dans le *Moniteur* et les travaux devaient se faire dans le plus grand secret.

Mémoires du Comte Beugnot (1783-1815) publiés par le Comte Albert BEUGNOT B. N., L a<sup>31</sup> 7 A.

(2) Discours de Dambray aux membres de la Commission : « Messieurs, le roi vous a choisis... pour agrandir en quelque sorte son conseil ». Arch. nat. B. B<sup>30</sup> 191 (4).

*Moniteur* 5 juin (séance du 4) discours du chancelier Dambray « Aussi le roi les a-t-il consultés (les... les membres de la Commission).

(3) Mémoires du Comte Beugnot, *op. cit.*

d'ailleurs dans la bouche de tous les royalistes de l'époque.

De même il fut décidé et cela après un rapport fourni par M. Beugnot (1), que le corps législatif et le Sénat ne délibéreraient pas sur la Charte, « toute délibération de ces corps tendant à mettre le roi dans la dépendance de la nation, ce qui, de toute façon, était inadmissible, surtout en ce qui concernait la question du pouvoir constituant ».

Tout l'effort des commissaires tendait à dégager l'autorité royale pour la placer au-dessus de la nation. C'est ainsi encore que, pour fixer la date qui marquerait le commencement du règne, ils se reportèrent aux anciens principes et convinrent que Louis XVIII était roi depuis la mort de son neveu Louis XVII par application du vieil adage : « le mort saisit le vif ; le roi est mort, vive le roi ! » Cette solution s'imposait si l'on voulait repousser le principe de la souveraineté du peuple libre de rappeler le roi ou de le laisser en exil (2).

Il faut croire que Louis XVIII approuvait les propositions des commissaires, car il ne s'exprime pas autrement qu'eux dans le préambule de la Charte où il affirme qu'« il a été rappelé dans ses États après une longue absence, par la divine providence. » (3).

Avec la séance solennelle du 4 juin 1814, nous assistons à l'agonie du principe nouveau : le pouvoir constituant propriété exclusive de la nation. Le roi le signifie en termes exprès. Il n'accepte pas une Constitution : il « accorde, fait concession et octroi à ses sujets d'une Charte constitutionnelle ». (4). Cette concession et cet octroi ne sont que le fait de sa volonté et du libre exercice de son autorité royale, autorité qu'il « tient de Dieu et de ses pères » (5).

S'il est vrai que la nation s'efface devant le roi parce que la satisfaction du principe monarchique l'exige, ce prince

(1) Rapport du Comte Beugnot au roi, sur la forme de la promulgation de la Charte constitutionnelle, Arch. nat. A. B. XIX.

(2) Mémoires du Comte Beugnot, *op. cit.*

(3) *Moniteur*, 5 juin 1814 (séance du 4).

(4) et (5) *Moniteur*, 5 juin 1814 (séance du 4) : préambule de la Charte, discours du roi et du chancelier Dambray.

n'entend cependant pas exercer son autorité au delà de certaines limites qu'il pose lui-même. Il sait, comme ses prédécesseurs, tenir compte de « la différence des temps, des besoins, des désirs, des situations respectives des hommes et des choses » ; il apprécie « les effets des progrès toujours croissants des lumières, les rapports nouveaux que ces progrès ont introduits dans la Société, la direction imprimée aux esprits depuis un demi-siècle ». La meilleure preuve, c'est que tout « en conservant les droits et prérogatives de sa couronne », il a octroyé « la charte sollicitée » qui, « il l'espère, réalisera par une heureuse harmonie la jonction des temps anciens et des temps modernes. »

Aucun doute ne subsistait plus après ces discours annonçant la promulgation de la Charte. Le roi affirmait et maintenait vis-à-vis du pays son pouvoir absolu quant à la Constitution ; mais il nous paraît y avoir en tout ceci plutôt une question de mots. Le roi avait voulu sauvegarder le principe d'autoritarisme, la forme : voilà pourquoi il insistait de manière quelque peu brutale sur la concession et l'octroi de la Charte. En réalité, il sentait bien et il l'avait presque avoué, qu'il aurait à compter avec la masse, par suite du changement des idées et des mœurs politiques. Aussi bien la Charte instituait-elle un véritable régime constitutionnel, une véritable ère de liberté politique ; si donc le principe subsistait, il ne conservait plus qu'une valeur très relative et se trouvait en quelque sorte paralysé par le cadre d'une organisation sociale qui n'était pas faite pour lui.

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

### LES THÉORIES RELATIVES AU POUVOIR CONSTITUANT LES PARTIS ET LEUR ÉVOLUTION (1814-1815)



## CHAPITRE PREMIER

### Les théories relatives au pouvoir constituant. — 1814

Les théories ultra-royalistes.

BERGASSE. Marchand du Chaume, Marignié.

Les Constitutionnels purs. L'abbé Grégoire.

Les théoriciens de la monarchie constitutionnelle. Benjamin Constant.

Boyer-Fonfrède.

Doctrines royalistes constitutionnelles. Ducancel.

La Constitution du temps.

Bien que le grand public manifestât son indifférence sur ce point, le débat ouvert autour de la question du pouvoir constituant n'était pas exclusivement restreint aux milieux gouvernementaux et parlementaires.

C'est ainsi que, dès le lendemain de son apparition, le projet de Constitution du Sénat soulevait de violentes protestations dans le parti légitimiste. Leurs auteurs, pour réduire ce projet à néant, invoquaient l'incompétence du Sénat (1) ou cherchaient à discréditer les sénateurs en les montrant beaucoup plus occupés de sauvegarder leurs propres intérêts que ceux de la nation (2) ; ils employaient toutes les armes ; mais sans aucun doute, cette catégorie d'arguments formait le côté subsidiaire de leur thèse.

Pour eux, le roi était roi *Dei gratia et jure hæreditario*. « La royauté n'a-t-elle pas toujours été héréditaire en France », écrivait Bergasse. « Louis XVIII n'est-il pas le frère de Louis XVI et l'oncle de XVII !... » Admettre que le roi ait à subir un

(1) Réflexions de M. Bergasse sur l'acte constitutionnel du Sénat. B. N. *Op. cit.*

V. ci-dessus, page 23, note 1.

(2) *Ibid.* Ci-dessus note (1). Réflexions de M. Bergasse.

ensemble de conditions quelconques pour prendre possession de son trône, ce serait donc « en quelque sorte légitimer l'assassinat juridique de Louis XVI et consacrer, au moins tacitement, la doctrine contenue dans l'acte par lequel la Convention a déclaré déchu du trône pour toujours les nobles descendants de Charlemagne, de Saint-Louis, d'Henri IV. Ainsi, il suffirait qu'une troupe de factieux, après avoir soumis à l'ignominie d'une procédure criminelle, un roi légitime, l'eût fait périr... pour que cet attentat exécrable produisît à la nation... un droit nouveau et l'affranchît pour toujours de ses devoirs envers la famille de l'auguste victime ! » Il semble difficile à Bergasse « d'offenser avec plus de hardiesse la majesté des têtes couronnées et les principes de cette morale éternelle sans lesquels il n'y a plus que désordre, anarchie et bouleversement dans les empires » (1). Une conclusion arrive au bout de ce raisonnement : on ne conçoit pas que « le Sénat ait pu décréter que Louis XVIII ne serait proclamé roi qu'autant qu'il aurait accepté l'acte » (2) (3), et cette conclusion s'impose d'autant plus « qu'il n'y a rien ici qui appartienne à l'homme. Tout est religieux, tout est commandé par la divinité elle-même... » (4). Le droit divin et le droit du roi, telle est la loi que le peuple doit subir et contre laquelle il n'a aucun droit à faire valoir. Mais il n'est pas nécessaire de grouper ce faisceau d'arguments pour réprouver l'acte constitutionnel du Sénat. Le seul fait qu'il constitue une « insulte réfléchie à l'auguste maison de France, suffit à le faire regarder comme non venu » (5).

(1) *Ibid.* BERGASSE note (1), page ci-dessus.

(2) *Ibid.* BERGASSE.

(3) MARCHAND DU CHAUME (le cri de l'expérience et de la raison B. N. L b<sup>4</sup>647, *op. cit.*), repousse, lui aussi, l'idée de contrat ; il dit : « l'existence d'un contrat entre le roi et le peuple sera toujours une supposition absurde tant qu'on ne trouvera pas, pour en assurer l'exécution, non une autorité de droit, mais une puissance de fait supérieure à tous les deux ».

(4) *Ibid.* BERGASSE.

(5) *Ibid.* BERGASSE.

D'ailleurs peut-on imaginer une Constitution que la nation française se donnerait ? Cela n'existe pas (1). La possibilité d'une Constitution ne se comprend pas en dehors de la collaboration du roi. « La nation française ne saurait s'occuper de ses plus grands intérêts à l'insu de son roi... Séparée de lui, elle est incomplète. Les rois sont identifiés avec elle par quatorze siècles non interrompus de gouvernement monarchique et par plus de huit cent cinquante années de transmission dans la même race que Dieu lui a conservée... Une Constitution à laquelle ils ne seraient appelés que pour souscrire et se soumettre ne serait pas une Constitution française » (2).

« Cette Constitution telle que l'entend le Sénat, ce mot funeste lui-même, ce mot funèbre « Constitution » (3), il faut rejeter l'une et l'autre parce que « dans le système que l'on suit, tout est injurieux pour le roi, tout y est anti-monarchique », (4) parce qu'aussi « l'inutilité des Constitutions a été longuement expérimentée » (5). « Celle de 1791 n'a pu protéger le roi ; toutes les autres n'ont pu protéger le peuple » (6). Est-ce à dire que les légitimistes repoussent toute Constitution ! Pas du tout. Ils réclament, eux aussi, la leur, « celle sous laquelle la monarchie de France s'est formée, s'est accrue, a resplendi (7), celle sous laquelle le peuple français a vécu et prospéré pendant quatorze siècles, celle qui est dans son caractère, dans ses mœurs » (8) et dont les principaux articles comprennent :

« La loi de succession au trône ;

L'enregistrement des Édits du roi par les Cours souveraines ;

La gradation des états depuis le dernier des sujets jusqu'au monarque » (9).

(1) Lettre à Sa Majesté l'Empereur de Russie sur le projet d'une Constitution nouvelle. MARIGNÉ. B. N. L. b<sup>44</sup>650.

(2) *Ibid.* MARIGNÉ.

(3) *Ibid.* MARIGNÉ.

(4) *Ibid.* MARIGNÉ.

(5) MARCHAND DU CHAUME. *Op. cit.*

(6) *Ibid.* MARCHAND DU CHAUME. *Op. cit.*

(7) BERGASSE. *Op. cit.*

(8) MARCHAND DU CHAUME. *Op. cit.*

(9) MARCHAND DU CHAUME. *Op. cit.*

Les légitimistes s'efforçaient de ressusciter le vieil ordre de choses. Sautant par-dessus la Révolution, ils se complaisaient à replacer la société un siècle en arrière et à l'organiser comme elle fonctionnait alors. Plus de droit du peuple, plus de souveraineté nationale ; à la place, le roi et son bon plaisir : « La garantie, la seule garantie possible entre le souverain et les sujets, c'est l'intérêt qu'a le souverain d'être bon et juste et celui qu'ont les sujets d'être obéissants » (1), voilà la formule très explicite qui résumait cette idée. Il est curieux de constater qu'un cours de droit public composé sous Louis XIV pour l'instruction du duc de Bourgogne exprimait des idées analogues : « Le roi représente la nation tout entière... toute puissance, toute autorité réside dans ses mains. Il ne peut y en avoir d'autres dans le royaume que celles qu'il établit. La nation ne fait pas corps en France ; elle réside tout entière dans la personne du roi... » (2).

A l'autre extrémité de l'opinion, les constitutionnels purs n'affichaient pas une intransigeance moindre. L'abbé Grégoire, par exemple, s'en prenait même au projet de Constitution du Sénat cependant très libéral. « L'article dernier de la Constitution statue, disait-il, qu'elle sera soumise à l'acceptation du peuple français et néanmoins le membre de l'ancienne dynastie appelé au trône sera proclamé roi des Français dès qu'il l'aura signée et juré de l'observer et de la faire observer. N'est-ce donc que pour la forme et par courtoisie qu'on fait intervenir le peuple ! Et s'il lui plaisait de repousser votre ouvrage, comme il en a le droit, dans quel embarras seriez-vous froissés ? » La liberté absolue pour le peuple de se donner l'organisation politique qui lui convient n'est pas discutable.

Sans doute « des fonctionnaires publics anticipant sur le vœu national avaient déjà proclamé le retour d'un maître légitime » ; mais Grégoire ne voyait là que des « propos d'esclaves ou d'hommes qui méritent de l'être » et il se refusait à comprendre l'expression de « maître légitime », parce que,

(1) MARCHAND DU CHAUME. *Op. cit.*

(2) LEMONTEY. *Œuvres*, t. V.

pour lui « en fait de gouvernement, quelque chose ne peut être légitime s'il n'est émané de la volonté nationale... Le mot souverain, mal défini dans les dictionnaires, ne peut s'appliquer qu'à la nation, car une nation n'appartient qu'à elle-même. Du même principe découle cette vérité que toutes les fonctions publiques, depuis la dernière jusqu'à la plus éminente, étant instituées pour l'utilité commune, ne peuvent jamais être la propriété de ceux qui en sont revêtus. Ainsi, rois, princes, sénateurs, juges, etc., tous délégués du peuple, sont responsables et, en cas de besoin, destituables » (1).

Là n'était point le véritable débat et, dans un parti comme dans l'autre, il se trouvait des hommes qui ne croyaient pas que, pour trancher la question politique, il suffit d'attribuer la puissance absolue soit au roi, soit au peuple et de condamner ainsi l'humanité à subir passivement la tyrannie d'un individu ou celle de la multitude ; dans un parti comme dans l'autre, il se trouvait des penseurs qui cherchaient ailleurs le principe de la souveraineté et qui n'accordaient à aucun pouvoir humain le droit exorbitant d'absorber tous les droits et d'en disposer à sa fantaisie. Parmi les publicistes constitutionnels de cette école, on peut citer Benjamin Constant, dont l'idéal résidait en une monarchie constitutionnelle par laquelle serait réalisé un certain équilibre des pouvoirs (2) ; mais il négligeait de répondre à la question de savoir qui devait faire la Constitu-

(1) De la Constitution française de l'an 1814, par M. GRÉGOIRE, ancien évêque de Blois. BN Lb<sup>45</sup> 177.

(2) Introduction dans « Réflexions sur la constitution et la distribution des pouvoirs ». BENJAMIN CONSTANT BN Lb<sup>45</sup> 177.

Lettre à M. de Talleyrand, 3 avril 1814, dans Mémoires de Talleyrand, t. II, op. cit. — A propos du projet de Constitution du Sénat : « Vous avez glorieusement expliqué une longue énigme et, quelque bizarre, quelque inconvenante que soit peut-être cette manière de vous en féliciter, je ne puis résister au besoin de vous remercier d'avoir à la fois brisé la tyrannie et jeté des bases de liberté. Sans l'un, je n'aurais pu vous rendre grâce de l'autre. 1789 et 1814 se tiennent noblement dans votre vie... j'écris ces mots après avoir lu les bases de la Constitution décrétée... ».

tion, question qu'au contraire Boyer-Fonfrède envisageait nettement. Selon certains auteurs, le roi aurait seul qualité pour faire la Constitution ; ils expliquent cette compétence exclusive par le fait que les rois de France l'étaient par droit de conquête. « Ne pouvant les déposséder, nul n'avait le droit de les rappeler, puisque l'on ne peut donner à quelqu'un ce qui, déjà, lui appartient de droit ». Toute charte entre le souverain et le peuple était donc attentatoire au titre primordial, la volonté du roi dans son conseil devant être absolue et faire la loi de l'État » (1). C'est cette thèse légitimiste basée d'ailleurs sur des arguments nouveaux, que Boyer-Fonfrède attaque et détruit en la reprenant point par point. Écoutons-le plutôt : « Si le roi était propriétaire de la France, la loi de la propriété serait illusoire ; s'il était propriétaire des Français, les Français seraient des esclaves : s'il n'est ni l'un ni l'autre, il n'est que le chef de la nation, le conservateur de la loi qui règle les intérêts de tous, et s'il est ce chef, c'est parce qu'un supérieur l'a nommé ; or il n'y a de supérieur au roi que la nation prise dans son état d'indépendance primitive, au moment où elle le choisit et la loi dans l'État une fois constitué... mais si le peuple français peut choisir son roi, incontestablement il a le droit de convenir avec lui des lois qui le régiront et d'exiger de lui le serment de les faire observer » (2). L'auteur repoussait l'idée de souveraineté reposant sur le prétendu droit de conquête des Bourbons ; il était inadmissible, en effet, que la Souveraineté puisât son origine dans la force et la violence. Toutefois s'il reconnaissait la souveraineté de la nation, il allait moins loin que Grégoire ; la proclamation du principe lui suffisait ; en fait, rien ne s'opposait à l'intervention du roi dans l'élaboration de l'œuvre constitutionnelle (3).

Les royalistes rejetaient, d'ordinaire, nous l'avons vu, toute

(1) Avantages d'une Constitution libérale, ouvrage attribué à BOYER-FONFRÈDE. BN Lb<sup>45</sup> 559.

(2) *Ibid.* BOYER-FONFRÈDE.

(3) BOYER-FONFRÈDE. *Ibid.*

« Dans la position actuelle de la France, c'est au roi et au peuple qu'appartient le droit de faire la Constitution... ».

idée de Constitution ; on rencontre néanmoins certains ouvrages qui font exception et, dans cette catégorie, il convient de désigner d'abord « la Constitution non écrite du royaume de France (1). M. Ducancel trouve qu' « une maladie en quelque sorte épidémique dans l'Europe, travaille la France depuis 1789 » ; il a nommé « la fièvre des Constitutions ». Quel a été le résultat des dix-sept Constitutions écrites depuis vingt-cinq ans ? Rien moins qu'une série ininterrompue de catastrophes. « Cependant la France, durant quatorze siècles, était restée inébranlable sur ses antiques fondements... C'est qu'elle avait une Constitution non écrite » et « voulez-vous savoir où est cette Constitution ? Cherchez-la dans les vieilles notions, les habitudes invariables de chaque pays civilisé ». Toute véritable Constitution est donc « la condition tacite et non écrite sous laquelle l'association politique a été primitivement formée : elle doit être immuable comme l'État dont elle est le lien et, sous ce point de vue, elle ne peut pas être écrite » (2). Une étude attentive de la Constitution française ainsi définie révèle plusieurs principes fondamentaux parmi lesquels celui-ci : la loi est le vœu du monarque, accueilli par les représentants de la nation ». A ce point de vue, Ducancel ne se séparait pas des royalistes : comme eux, il mettait la souveraineté entre les mains du roi, expliquant cette prérogative par une délégation « tacite et présumée » (3).

La « Constitution du temps » (4) place le principe de la souveraineté dans la nation ; mais lorsqu'on s'occupe de l'exercice de cette souveraineté, il paraît bien difficile de le confier à la foule ; c'est que « les suffrages de la multitude sont peu capables de donner une bonne Constitution », vu « la complication même des problèmes qui forment la science politique et aussi les changements fréquents et soudains de la volonté nationale ». Or, d'après l'auteur, « un des principes fonda-

(1) Constitution non écrite du royaume de France. DUCANCEL. B N Lb<sup>45</sup> 165.

(2) DUCANCEL, *Ibid.*

(3) DUCANCEL, *Ibid.*

(4) Constitution du temps (auteur inconnu) B N Lb<sup>45</sup> 391.

mentaux de la justice politique se trouve dans la nécessité d'établir un ordre constant sur lequel seul peuvent s'affermir les premières bases de la cité ». La qualité essentielle de la loi consiste donc à être stable et, pour cela, il faut qu'elle soit raisonnable ; « la raison seule ayant le droit de rallier les volontés aux volontés humaines ». Si l'on cherche quel est le souverain essentiel, c'est la raison ou, en d'autres termes, la forme donnée à la volonté nationale par le temps, forme qui se manifeste dans les mœurs et les coutumes au moyen desquels tous les intérêts ont pris un commun équilibre. Si l'on cherche le législateur visible, c'est celui qui est le mieux à même « de connaître et de suivre fidèlement la raison nationale ». Ce législateur apparaît tout désigné lorsqu'une nation a le bonheur de posséder à sa tête depuis près de mille ans une famille « pleine de tous les genres d'honneurs et de majesté (1) ». « Avoir un monarque légitime et s'y confier pleinement », voilà bien en quoi consiste « la plus grande faveur du ciel » et telle est aussi la conclusion à laquelle aboutit la « Constitution du temps. »

On voudrait pouvoir compléter cet exposé par une enquête dans les journaux de l'époque ; mais ceux-ci se désintéressaient totalement de ces questions théoriques et ne fournissent, par conséquent, aucun renseignement utile. D'ailleurs, il est bon d'ajouter qu'à cette époque, les journaux étaient loin de jouer le même rôle que plus tard. Le *Journal des Débats* se contentait de louer la royauté (1) et de recommander les écrits qui lui semblaient conformes aux principes monarchiques ; la *Gazette de France* ne nous apprend, elle aussi, rien de remarquable, si ce n'est qu'elle professait un profond mépris pour Bonaparte et le Sénat et vénérât le roi (2).

(1) V. p. ex. *Débats*, 9 avril 1814. B. N.

(2) *Gazette de France*, 12 et 12 avril, 20 et 29 mai 1814. B. N.

---

## CHAPITRE II

### Les partis et leur évolution 1814-1815

Tous les partis se rallient à la royauté. Les Cent jours. L'Empire libéral. Alliance des républicains et libéraux et des bonapartistes durant les Cent jours.

Ces polémiques relatives au pouvoir constituant laissaient supposer l'existence très réelle d'ailleurs, de partis politiques plus ou moins antagonistes.

Toutefois l'énorme majorité des hommes de l'époque, à quelque groupe qu'ils appartiennent, s'étaient ralliés à la cause dynastique. Le républicain Carnot déclarait « qu'aucun doute ne pouvait s'élever sur le vœu de la nation française en faveur de la dynastie des Bourbons » ; c'eût été, par conséquent, se « mettre en révolte contre l'autorité légitime que d'hésiter plus longtemps à la reconnaître » (1). Même acte d'adhésion de la part de La Fayette parce que la nation avait « plus de chances de liberté que sous l'habile despotisme et la main de fer de Bonaparte » (2). Enfin Benjamin Constant écrivait : « Une double vérité doit pénétrer tous les esprits et diriger toutes les conduites... Les amis de la royauté doivent se convaincre que, sans une liberté constitutionnelle, il n'y a point de monarchie stable et les amis de la liberté doivent reconnaître que, sans une monarchie constitutionnelle, il n'y a point de liberté assurée » (3). Il prononçait le mot de « légitimité » (4). Du côté du

(1) Déclaration faite par Carnot, en sa qualité de Commandant de la place d'Anvers. *Moniteur*, 21 avril 1814.

(2) LA FAYETTE, Mémoires. Correspondances et manuscrits, B. N. L a<sup>33</sup> 70. — Lettre à Jefferson.

(3) BENJAMIN CONSTANT.

(4) *Ibid.*. BENJAMIN CONSTANT note (3).

jeune parti libéral où l'on rencontre des hommes comme Cousin Jouffroy, Augustin Thierry, Villemain, on venait tout aussi franchement à la monarchie, car c'était avec « les clairons des ennemis » et la restauration des Bourbons qu'on avait entendu prononcer « les premiers mots de liberté » (1).

Lors du retour de l'île d'Elbe, on rencontre la même expression générale des sentiments de loyalisme. Le 19 mars 1815, Benjamin Constant, au nom du parti libéral, préconisait « l'association salubre qui réunit toutes les opinions, efface tous les vestiges de partis opposés et entoure le roi constitutionnel de ses véritables appuis » (2). Odilon Barrot lui-même, fils d'un conventionnel, qui vivait dans un milieu plutôt défavorable aux Bourbons, rédigeait une sorte d'adresse au corps législatif l'invitant à repousser Bonaparte et à défendre Louis XVIII ; il parlait du « vœu général et spontané » qui avait « rappelé sur le trône une famille que la France était accoutumée à vénérer » (3).

Avec les Cent jours se produisit une évolution dans les sentiments de certains partis vis-à-vis du roi. Napoléon, pour obtenir de la France les efforts nécessités par une guerre inévitable, allait être obligé de changer de nature et de flatter les sentiments de liberté qu'il avait non seulement étouffés, mais insultés pendant son premier règne (4). Il fut donc l'Empereur libéral et démocratique : « Empereur, Consul, soldat, je tiens tout du peuple », (5) s'écrie-t-il au champ de mai (6) et il ajoute : « Français ! ma volonté est celle du peuple ; mes droits sont les siens... ma pensée tout entière s'est portée sur les moyens de fonder notre liberté par une Constitution conforme à sa volonté et à son intérêt. J'ai convoqué le champ de mai » (7). On ne pouvait proclamer de façon plus explicite la souveraineté

(1) Préface du passé et du présent, par M. DE RÉMUSAT.

(2) *Journal des Débats* 19 mars 1815.

(3) Mémoires d'ODILON BARROT, t. I, B. S° 6, 8°, L. 318, Sup.

(4) LAMARTINE. — Histoire de la Restauration, t. XIX (livre 23).

(5) *Moniteur*.

(6) *Moniteur*, 2 juin 1815,

(7) *Ibid.*, *Moniteur*.

de la nation. Le *Moniteur* ne manquait pas, à son tour, d'insister sur l'orientation nouvelle de la politique impériale. Il montrait « combien autrement satisfaisante était l'acceptation de la Constitution telle que l'indiquait le décret annexé à l'acte constitutionnel que le mode adopté par Louis XVIII, pour la promulgation et l'octroi de la Charte ».

« Louis XVIII l'avait imposée au peuple français. Il la représentait comme octroyée, mise sous les yeux des députés et envoyée aux tribunaux et aux municipalités pour être non acceptée, mais obéie. Il se déclarait, dans le préambule, en pleine possession de l'autorité émanée de Dieu et de ses pères, autorité qui réside disait son chancelier, dans la seule personne du roi. Il comparait les Français de nos jours aux serfs affranchis de Louis le Gros ».

« L'Empereur reconnaissait le principe de la souveraineté du peuple. Il déclarait que c'était par elle qu'il régnait et présentait, dans l'article 67, l'autorité qu'il possédait ainsi que les Chambres, comme une délégation nationale » (1). Un article analogue paru peu après dans ce même *Moniteur*, se terminait par cette phrase : « On donne des Chartes aux peuples esclaves ; mais ce sont les peuples libres qui, seuls, doivent donner ou accepter des Constitutions » (2).

Il n'y avait là qu'une comédie dont le but utilitaire n'est pas douteux (3). Cependant les républicains et les libéraux s'y laissèrent prendre. Benjamin Constant devint le conseiller intime de l'Empereur (4). Lafayette consentit à faire partie

(1) *Moniteur*, 25 avril 1815. Réflexions sur l'acte additionnel aux Constitutions de l'Empire.

(2) *Moniteur*, 27 avril 1815. Préface de l'éditeur BARRÈRE à la traduction de la théorie de la Constitution de la Grande-Bretagne ou « des trois pouvoirs séparés et réunis » par BROOCK. — Brochure in-8. Paris, Colas.

(3) M<sup>me</sup> DE STAEL. Considérations « Si c'était un crime de rappeler Bonaparte, c'était une niaiserie de vouloir masquer un tel homme en roi constitutionnel ».

Voir d'autre part LAMARTINE, histoire de la Restauration, *op. cit.*

(4) BENJAMIN CONSTANT explique ainsi sa conduite : « L'Empereur a, le premier, depuis l'Assemblée Constituante, convoqué en entier une

de la nouvelle Chambre (1). Le Comte Carnot, investi de la dignité de Ministre de l'intérieur, célébrait, dans ses rapports, le « retour » des républicains et leur « attachement actuel à la cause de l'Empereur » (2). Ainsi se cimentait l'alliance des républicains et libéraux et des bonapartistes. Quelques constitutionnels purs comme MM. Royer-Collard ou Guizot, restaient seuls à l'écart. Cette alliance plus forte de jour en jour était un fait définitif sur la fin des Cent jours. C'est en commun que le parti libéral et le parti bonapartiste avaient rédigé la Constitution et voté la déclaration de principe qui représentait en quelque sorte le testament politique de cette chambre éphémère.

C'est en commun qu'ils avaient été expulsés par la force de la salle des séances; c'est en commun qu'ils avaient signé la protestation où le nom de Lanjuinais se trouvait à côté de celui de Regnault, de Saint-Jean-d'Angély, le nom de Flaugergues, à côté de celui de Félix Desportes (3). C'est

représentation toute nationale... Il a mieux conçu qu'aucun homme... que la liberté doit être entière, qu'elle est la garantie comme la limite du pouvoir... Ce sont des faits et ces faits expliquent notre conduite... Nous nous sommes rangés autour du fondateur d'une Constitution libre et du défenseur de la patrie ». *Moniteur* 1<sup>er</sup> juin 1815.

(1) LAMARTINE. *Histoire de la Restauration*, *op. cit.*

(2) Rapport de CARNOT. *Moniteur*, 15 juin 1815.

Après avoir parlé « des grands événements qui ont précédé et préparé le double prodige du rétablissement de la liberté et du trône impérial... », il s'exprimait ainsi au sujet de l'adhésion des républicains au bonapartisme : « Si l'Empereur était moins sûr de la force de son caractère et de la pureté de ses résolutions, il pourrait se regarder peut-être comme placé entre deux écueils, les partisans de la dynastie dépossédée et ceux du système républicain ; mais les premiers n'ayant pas su conserver ce qu'ils tenaient, sauront encore bien moins le ressaisir ; les autres, désabusés par une longue expérience et liés par gratitude au prince qui les a délivrés, en sont devenus les plus zélés défenseurs ; leur franchise... environne ce trône... qui se fait gloire d'être sorti de nos rangs populaires ».

(3) V. *Moniteur*, 8, 9, 10 juillet 1815.

enfin en commun que, depuis ce jour, ils étaient désignés par tous les journaux royalistes comme des factieux, comme des brouillons, comme les ennemis acharnés de la France et du roi (1).

Tout naturellement donc et pour ainsi dire par le jeu des circonstances, ces hommes, tant les libéraux et les républicains que les bonapartistes furent amenés à adopter une attitude antidynastique, cela parce qu'ils étaient gravement compromis et qu'en conséquence ils n'avaient pu, comme en 1814, trouver oubli et refuge dans la monarchie restaurée, parce qu'aussi leur rôle était beau en face des exagérations des ultras. Ils ne se départiront pas de cette attitude qui va avoir désormais une influence directrice sur toutes les questions agitées par eux jusqu'en 1830.

---

(1) Souvenirs contemporains de VILLEMAIN. Journaux royalistes fin juillet 1815.



### TROISIÈME PARTIE

---

LA CHARTE DANS LES FAITS : QUESTION DES MODIFICATIONS  
LES DROITS DU ROI ET LES DROITS DE LA CHAMBRE



## CHAPITRE PREMIER

### **Question des modifications de la Charte**

La Charte ne prévoyait pas les modifications qu'on pouvait y apporter et ne fixait aucune règle à ce sujet.

La théorie des ultra.

La théorie du roi. La Charte modifiable avec le concours des trois pouvoirs. Restriction.

Cette théorie acceptée par les milieux gouvernementaux devient définitive, mais on y introduit une distinction concernant les parties fondamentales et les parties réglementaires de la Charte.

La théorie de l'immutabilité de la Charte et les doctrinaires. Elle a pour adeptes des royalistes. Ce qu'il faut penser de cette théorie.

La Charte avait déjà fonctionné en 1814, ainsi que les premiers mois de l'année 1815 et cette courte expérience avait suffi pour laisser apercevoir certains défauts, certaines lacunes bien compréhensibles, d'ailleurs, dans une œuvre humaine toujours susceptible de perfectionnements. La question des modifications à la Charte se posait donc et elle était d'autant plus difficile à résoudre que celle-ci restait muette sur ce point.

Nous ne parlerons que pour mémoire de la théorie des ultra : à leur avis, de même que le roi, par l'exercice de sa souveraineté avait octroyé la Charte, de même il pouvait, s'il le jugeait utile, la modifier ; mais cette doctrine n'était destinée à aucun succès et elle devait, fait notable, rencontrer une égale réprobation de la part de républicains comme Manuel et de royalistes comme de Castel-Bajac ou de Ricard qui, tous, sans y attacher grande importance, la rejetaient d'un mot : le roi s'était dépouillé du pouvoir constituant ; il

ne possédait plus aucun droit qui lui permît de toucher à son œuvre (1).

A vrai dire, une seule voix, celle du roi avait autorité pour trancher le débat parce qu'en tant qu'auteur de la Charte, il en connaissait le véritable esprit. Son retour en France, après les Cent jours et la publication de l'ordonnance du 13 juillet 1815 lui offrit l'occasion de s'expliquer. Par cette ordonnance, Louis XVIII convoquait une nouvelle Chambre en portant provisoirement le nombre des députés de 262 à 402, en abaissant l'âge nécessaire pour être éligible de 40 à 25 ans. Cet ensemble de mesures apportait des modifications à plusieurs articles de la Charte (2); mais il fallait se garder d'en conclure que le roi entendait, par là, s'arroger le droit exclusif de retoucher ou d'amender la Charte; s'il agissait ainsi, c'était dans le but unique de « faire jouir dès à présent, la nation des avantages de ces réformes »; quant au reste, il

(1) MANUEL. *Moniteur* 30 janvier 1819 : « La Charte ne peut pas être modifiée par l'autorité du pouvoir qui l'a créée, parce que son ouvrage ne lui appartient plus dès qu'il est accepté par la nation... »

De CASTEL-BAJAC. *Moniteur* 5 juin 1824 : « Une telle opinion (celle qui prétendait attribuer au roi, seul auteur de la Charte, le droit de la modifier) a pour base un grand respect de la puissance royale ; mais elle n'en est pas moins profondément dangereuse pour les libertés publiques et pour le trône lui-même. Quand le roi a donné la Charte, il agissait comme pouvoir constituant. Ce pouvoir n'existe plus et nulle modification à la Charte ne peut être faite qu'avec le concours des Chambres... »

De RICARD. *Moniteur* 15 juin 1824 exprimait des idées analogues : le jour où il avait donné la Charte, le roi s'était dépouillé irrévocablement du pouvoir constituant et législatif, se réservant seulement l'initiative et la sanction...

(2) LE CENSEUR (20 juillet 1815, BN.) blâmait ces modifications comme inconstitutionnelles sinon comme mauvaises en elles-mêmes. Au point de vue d'une légalité rigoureuse, le Censeur n'avait pas tort ; mais quand, après la convulsion politique des Cent jours, Louis XVIII remis sur son trône, modifiait ou proposait de modifier la Charte, non pour augmenter le pouvoir royal, mais pour le restreindre, était-il juste de lui opposer la lettre de la loi ?

exprimait sa volonté très arrêtée qu' « aucune modification dans la Charte ne deviendrait définitive en dehors des formes constitutionnelles » et, à cet effet, « le pouvoir législatif, dans son ensemble » serait appelé « à statuer sur la loi des élections, sur les changements à faire à la Charte dans cette partie » (1).

Bien que la Charte n'en parlât pas, il existait néanmoins, le roi l'affirmait, des formes constitutionnelles touchant les modifications de la Charte ; une règle suffisait à les énoncer : le concours de volonté de la couronne et des Chambres. C'était, somme toute, la même procédure que pour la confection d'une loi ordinaire, procédure qui n'allait pas sans présenter quelque danger ; la commodité des révisions constitutionnelles pouvait, en effet, inspirer la crainte qu'on n'en abusât ; aussi, quelques mois plus tard, Louis XVIII, tout en confirmant sa façon de voir, faisait-il appel à la plus extrême prudence en matière d'innovations constitutionnelles (2).

Au cours des débats parlementaires qui se succédaient sans interruption, cette théorie fut souvent mise en cause et c'est là qu'il faut en chercher les principes essentiels. Nous avons vu que la revision ou modification constitutionnelle, telle que l'entendait le roi, voulait un concours de volonté entre ce dernier et les chambres ; mais selon quelle forme et d'après quelles règles devait-on exiger la manifestation de ce concours ? Tel est le problème qui se posait et qui fut résolu. S'il était vrai d'abord que la revision constitutionnelle empruntât la procédure en usage pour la confection d'une loi

(1) V. préambule de l'ordonnance du 13 juillet 1815, *Moniteur* 15 juillet 1815.

(2) Séance d'ouverture du 6 octobre 1815. *Moniteur*, 7 octobre 1815.

Discours du roi : « ... Cette Charte que j'ai méditée avec soin avant de la donner, à laquelle la réflexion m'attache tous les jours davantage, que j'ai juré de maintenir et à laquelle vous tous, à commencer par ma famille, allez jurer d'obéir, est, sans doute, comme les institutions humaines, susceptible de perfectionnements ; mais aucun de nous ne doit oublier qu'auprès de l'avantage d'améliorer est le danger d'innover... »

ordinaire, on ne pouvait toutefois pas comprendre cette revision dans un texte législatif se rapportant à un autre sujet ; la revision ou modification nécessitait un texte particulier et une délibération spéciale (1) ; d'autre part, une proposition de modification n'avait de valeur qu'autant qu'elle émanait du roi (2) et, ici, l'initiative parlementaire refusée d'ailleurs pour une loi ordinaire, se comprenait encore bien moins. Enfin une modification de la Charte ne devenait effective que par le concours et l'entente survenue entre les trois corps composant le pouvoir législatif « qui est véritablement souverain » (3) ; toutes ces formes de la modification restaient

(1) Discours de Villèle. *Moniteur*, 7 février 1816.

« ... L'ordonnance du roi du 13 juillet 1815... disposait dans son article 14 que plusieurs articles de la Charte seraient soumis à la révision du pouvoir législatif... Il a paru indispensable à la commission que la décision de la Chambre sur ces articles fondamentaux précédât le rapport complet qu'elle aura à lui faire sur la loi des élections... »

(2) Discours de Roy. *Moniteur* 15 février 1816.

« Cette disposition (du projet de la Commission sur les élections) diffère essentiellement de celle de l'article 37 de la Charte... Elle est donc l'usage de l'initiative dans toute sa force,... dans la manière même la plus importante, pour un changement considérable à la loi fondamentale... Or, d'après l'article 20 de la Charte, le roi seul a le droit de proposer une loi... »

(3) MANUEL. *Moniteur* 30 janvier 1819 : « Qu'il me soit permis de dire que c'est une proposition au moins légère que celle qui tend à supposer que les règles fixes de la Charte ne peuvent recevoir aucune modification... elles peuvent être modifiées par les trois corps qui composent le pouvoir législatif qui est véritablement souverain... »

Rapport de PASTORET à la Chambre des Pairs. *Moniteur* 27 avril 1824 : « Dans un pays où la Constitution a été établie par le roi, c'est au roi seul qu'il appartient, à cet égard, de proposer les changements qu'il peut croire utiles. Seul, il le fit en 1815 ; mais lui-même annonça qu'aucune modification à la Charte ne pût devenir définitive qu'après que le pouvoir législatif l'aurait adoptée. En s'associant les Chambres, il a fait partager l'exercice de ce pouvoir primitif et créateur qui n'avait résidé qu'en lui-même, il l'a fait partager aux

subordonnées à une condition indispensable : la nécessité reconnue de cette modification (1).

Sans doute, la doctrine que nous venons d'exposer ne changea point, puisque nous la trouvons professée en 1824 ; mais elle n'allait point tarder à subir une restriction importante quant à son étendue d'application. L'omnipotence parlementaire, nom sous lequel on désignait le concours législatif des trois pouvoirs (2) paraissait devoir s'appliquer et s'appliquait, au début, à toutes les parties de la Charte lorsque les autres conditions de modification se trouvaient réunies. Or un député de la Gironde refusa de lui reconnaître une prérogative aussi large ; le premier, il distingua dans la Charte des parties fondamentales et immuables pour ce motif et des parties réglementaires. « Il faut considérer, disait-il, dans la Charte, les dispositions qui, de leur nature, sont inaltérables de celles qui ne sont que des développements et des moyens d'exécution » : le gouvernement est essentiellement monarchique représentatif, voilà la loi que rien ne doit ébranler. Mais que la Chambre soit renouvelée par cinquième ou bien en totalité, c'est une disposition uniquement réglementaire ; nous pouvons donc y toucher » (3). Cette distinction fit for-

corps qui, d'après la Constitution qu'il avait donnée, doivent ordinairement s'unir à lui pour la confection ou la discussion des lois. »

De VILLÈLE. *Moniteur* 7 juin 1824 : « Toute modification à la Charte est-elle interdite ? Si la sagesse souveraine de qui la Charte émane avait voulu que ces modifications ne fussent pas faites, elle aurait voulu par là même la destruction de son ouvrage. C'est ce qui ne peut se supposer. Si elle avait voulu qu'elles fussent faites dans des formes particulières, elles les eût indiquées. Si donc des modifications sont jugées nécessaires, elles peuvent être apportées par le Concours du roi et des deux Chambres... »

(1) Ordonnance du 13 juillet 1815.

DE RICARD, *Moniteur*, 15 juin 1824 : « Les trois pouvoirs peuvent apporter des modifications à la Charte, mais seulement autant que la nécessité en est généralement et vivement reconnue... »

(2) FRÉNILLY. *Moniteur*, 2 février 1822.

(3) PASTORET. *Moniteur*, 15 février 1816.

tune ; le roi se l'appropriâ (1) après M. de Serres (2) ; elle devint classique (3). On n'en saisit cependant pas très bien la raison. Voulait-on protéger certaines parties de la Charte contre la velléité de changement ? Vaine illusion ! « Qui posera, demandait M. de Corbières, la limite entre les parties réglementaires et les parties fondamentales ? J'insiste et je demande ce qu'on fera en présence d'un besoin pressant (4) ». « Qui garantit aussi que les dispositions qui affectent le plus intimement l'existence du pays ne deviendront pas, au gré des ministres qui se succéderont, des articles de simple règlement ? » (5) Il était donc démontré et il est certain que cette distinction reposait sur des bases peu solides et contenait des conséquences dangereuses. Peut-être serait-il plus sage de n'y voir qu'une concession faite aux partisans de l'immutabilité car, en apparence, du moins, cette distinction restreignait le nombre des atteintes possibles à la Charte.

C'est que la théorie de la Charte modifiable comme une loi, sous sa première et sous sa seconde forme, rencontrait des adversaires acharnés dans la personne des partisans de l'immutabilité constitutionnelle. La Charte représentait, à leurs yeux, « l'alliance de tous les droits, de tous les amours propres, de toutes les prétentions ; elle avait fait entrer le passé dans le présent : elle avait rassuré le présent sur l'avenir ; on ne pouvait donc y toucher sans que le passé et le présent

(1) Discours d'ouverture. *Moniteur*, 30 novembre 1819 : « ... S'il est une amélioration qu'exigent les grands intérêts du peuple, aussi bien que le maintien de nos libertés et qui ne modifierait quelques formes réglementaires de la Charte que pour mieux assurer sa puissance et son action, il m'appartient de la proposer... »

(2) DE SERRES. *Moniteur*, 31 janvier 1819 : « Dans les temps actuels, il faut défendre même la lettre de la Charte de toute atteinte et toujours il faudra en défendre les principes vitaux et les bases fondamentales... »

(3) BENJAMIN CONSTANT, 10 juin 1824, *Moniteur*, croyait aussi qu'il y avait dans la Charte des parties immuables et des parties réglementaires.

(4) DE CORBIÈRES. *Moniteur*. 17 février 1819.

(5) Général Foy, *Moniteur*, 6 juin 1824.

prissent peur pour leurs intérêts les plus chers ; il n'y avait que la fixité, l'irrévocabilité de cette grande propriété nationale qui puisse consolider la confiance des citoyens envers la France » (1) ; « la stabilité du trône et la force permanente du gouvernement reposaient sur l'inflexibilité de cette loi fondamentale ; on ne pouvait, sans parjure, la changer comme une loi ordinaire » (2). Tels étaient les arguments qui étayaient la théorie de l'immutabilité et que Royer-Collard exprimait avec sa haute éloquence : « Si vous avez, déclarait-il, le droit absolu de changer la Charte, c'est une question mystérieuse qu'il faut laisser résoudre au temps et à la nécessité. Lorsque le temps commence à peine et que la nécessité est muette, la question est oiseuse... La Charte est maintenant toute votre histoire ; elle est le fait unique et suprême. Par la hauteur de son origine, elle est, dans le cours ordinaire des choses, au-dessus de l'atteinte des pouvoirs qui sont son ouvrage ; comme transaction et pacification, elle est irrévocable ; comme loi fondamentale, ce n'est pas à la théorie de se mesurer avec elle. S'il est permis de recommencer la Charte, pour mieux faire, il n'y a plus de Charte » (3). Royer-Collard émettait en même temps, par là, la théorie de l'école doctrinaire dont il était le chef.

Quel que fût d'ailleurs le défenseur de l'immutabilité, les mêmes arguments revenaient sous sa plume ou sur ses lèvres et ils se réduisaient à deux ; la Charte était intangible parce qu'elle était la seule garantie de l'ordre de choses existant : elle était intangible aussi parce qu'il eût fallu une nécessité inéluctable pour justifier, à la rigueur, l'atteinte qu'on lui aurait portée ; or cette nécessité ne s'était jamais présentée et mettre la loi fondamentale au rang d'une loi ordinaire équivalait à commettre une espèce de sacrilège. Le général Foy expliquait que « la fixité était le motif, le but, le système de la Charte... c'était la Charte tout entière. Et cette Charte majestueusement descendue du trône de Saint-Louis... Cette Charte si souvent proclamée le palladium des libertés, voilà qu'aujour-

(1) COLOMB. *Moniteur*, 15 février 1816.

(2) Discours du général Foy, édit., Paris, 1826, t. 1, 15 mai 1820.

(3) ROYER-COLLARD. *Moniteur*, 15 juin 1824.

d'hui on la traitait comme on traiterait un expédient de finances ou un règlement de circonscription territoriale... Croyez-vous, ajoutait-il, qu'il soit bien monarchique qu'au nom du monarque on veuille faire, défaire, refaire et défaire encore une autre fois ce qui, donné à toujours, paraissait appelé à traverser les siècles ! » (1)

Nous en avons assez dit pour montrer le caractère de cette doctrine qui eut la rare fortune de trouver des défenseurs tant parmi les royalistes purs (2) que parmi les constitutionnels et les doctrinaires ; cela nous incline à penser qu'elle fut surtout une doctrine de circonstance destinée, suivant les vicissitudes de la lutte politique, à essayer d'enrayer les progrès des réformes démocratiques contre ce que les royalistes appelaient la prérogative royale, ou, au contraire, à protéger les droits de ce même peuple contre les excès possibles d'une chambre ultra royaliste.

(1) Général Foy. *Moniteur*, 6 juin 1824.

(2) DE CORBIÈRES. *Moniteur*, 17 février 1819. LA BOURDONNAYE, *Moniteur*, 14 février 1819.

---

## CHAPITRE II

### **Les droits du roi et les droits de la Chambre**

Quelle était l'étendue des pouvoirs du roi et quelle était la nature des pouvoirs de la Chambre des députés.

Les ultra et le républicain Manuel.

La gauche n'accorde d'autres pouvoirs au roi que ceux contenus dans la Charte.

Les ultras nient la qualité de représentants du peuple aux députés.

Le Conflit entre le roi et la Chambre des députés. La Chambre peut-elle imposer un ministère de son choix au roi ?

Les théories en présence. Résistance de Charles X.

La théorie de Cottu. Pourquoi elle était vouée à l'insuccès.

Thiers formule la doctrine du ministère responsable comme conséquence du véritable gouvernement représentatif.

L'ultime concession du parti royaliste.

L'adresse des 221.

Les ordonnances de juillet.

Manifeste de la presse.

On pourrait croire que le principe de la souveraineté nationale avait sombré avec l'octroi de la Charte et qu'il était à jamais extirpé du cœur et de la pensée des Français; mais une idée féconde ne périt pas; étouffée un moment, elle sommeille pour se réveiller un jour plus vivace et s'imposer de façon irrésistible; c'est ce qui advint de celle-ci.

Elle ne réapparut pas au lendemain de 1815; elle ne réapparut même pas nettement formulée jusqu'en 1830; on la trouve seulement, dans l'intervalle, agitée de façon incidente au cours des controverses qui naissaient sans cesse d'un régime parlementaire nouveau, organisé de toutes pièces par la Charte, organisé par conséquent avec des lacunes et des imperfections. On savait que le roi possédait l'initiative et la sanction des

lois (1); on savait que les Chambres concouraient, collaboraient à la confection de ces lois (2); on n'en savait point davantage. On se demandait quelle était l'étendue des droits du roi, quelle était la nature des pouvoirs de la Chambre; on l'ignorait et on cherchait à établir des règles fixes et certaines. Certes, du côté des ultras, la solution ne présentait aucune difficulté: tout venait du roi; tout aboutissait au roi; ils le plaçaient au-dessus du peuple, au-dessus des Chambres, au-dessus des lois, au-dessus de la Constitution. Il n'existait en France « aucune autorité qui n'émanât de la seule autorité suprême et légitime qui était celle du roi; en conséquence, les pouvoirs de la Chambre émanant, si l'on voulait immédiatement de la Charte, émanaient réellement du Roi » (3). Aussi bien quelle ne fut pas la stupeur de ce parti lorsque Manuel lui dit froidement « que la déclaration de Saint-Ouen était la condition sous laquelle la France s'était replacée sous le sceptre des Bourbons » (4). La droite debout lui reprocha vivement ces paroles en même temps qu'elle lui criait d'une voix unanime que « le roi de France était roi sans condition » (5). D'ailleurs, faisait remarquer quelques jours après M. de Montmorency (6), pour quoi ce débat au sujet de l'autorité royale! La Charte elle-même n'a-t-elle pas réservé à l'exercice de cette autorité, un champ illimité par l'article 14 qui reconnaît au roi la faculté de suspendre lorsqu'il le juge nécessaire, toute vie constitutionnelle? En face de ces assertions intransigeantes et absolues, la gauche se cabrait. « Il faut aborder franchement la question », disait le général Foy; « Veut-on de la Charte ou n'en veut-on pas? » (7) « Veut-on », appuyait Chauvelin, « substituer, en principe, le gouvernement absolu au gouvernement établi par

(1) Art. de la Charte. *Moniteur*.

(2) Art. de la Charte. *Moniteur*.

(3) Discours de Marcellin. *Moniteur*, 11 janvier 1822.

(4) *Moniteur*, 30 janvier 1822.

(5) *Ibid Moniteur*.

(6) *Moniteur*, 14 février 1822.

(7) *Moniteur*, 11 janvier 1822.

la Charte » (1); car attribuer au roi le droit de suspendre la Charte, que ce droit provienne d'une souveraineté préexistante et supérieure ou de la Charte elle-même, c'est réduire à néant cette Charte; « elle n'est plus ainsi qu'une illusion et le roi peut, par un acte de sa volonté, non seulement supprimer la liberté de la presse, mais détruire la liberté des cultes, révoquer l'inviolabilité des domaines nationaux, anéantir les Chambres... On ne supposait pas (en 1814) que l'auteur de la Charte eût voulu donner et retenir en même temps » (2). Mais que la droite y prenne bien garde; avec de pareilles théories « elle se lançait sur un océan qu'elle ne pourrait pas traverser sans de tristes naufrages » (3). La conception des gauches et des constitutionnels était très simple: le roi ne possédait d'autre autorité que l'autorité constitutionnelle (4); tout ce qu'il faisait conformément au texte de la Charte et aux droits que celle-ci lui accordait était légal; par contre, il ne fallait plus parler d'autorité souveraine et créatrice; toute autorité, toute souveraineté résidait dans cette Charte, véritable transaction entre l'ancien régime et la Révolution, qui avait concédé à l'un la prérogative royale et ses attributs, et reconnu en tant que droits certaines conquêtes de l'autre, par exemple le droit de représentation sous forme de Chambre des députés. L'idée de droits du peuple froissait singulièrement le chauvinisme royaliste; ces hommes sentaient qu'admettre des droits du peuple en matière législative par l'intermédiaire de représentants, c'était condescendre à compter avec lui et, dès ce jour, la prérogative royale telle qu'ils la concevaient n'existait plus (5). Ils

(1) *Ibid.* *Moniteur*, note 4.

(2) MANUEL, *Moniteur*, 14 février 1822.

(3) BENJAMIN CONSTANT, 2 février 1822, *Moniteur*.

(4) Général Foy, 11 janvier 1822, *Moniteur*.

(5) De CASTEL-BALAC, *Moniteur*, 5 juin 1824. « Ne recevant de mandat que de la loi, les députés n'en acquièrent directement aucun de leur propre nomination... Ils concourent à la confection des lois, non pas qu'ils tiennent ce pouvoir de ceux qui les ont envoyés, mais parce que la loi fondamentale en a fait l'attribution spéciale de ceux qui seraient nommés députés: et cette doctrine est d'autant

avaient donc eu soin de l'écarter et d'envisager tout autrement le pouvoir législatif. Selon la Charte, un projet ne devenait loi que par la collaboration du roi et des Chambres : le roi proposait et, sur le texte proposé, les Chambres délibéraient ; puis les délibérations terminées, le roi intervenait une seconde fois : il sanctionnait le texte définitif. On désignait ce système du nom d'omnipotence parlementaire (1) ; mais ce concours des députés ne signifiait pas qu'ils acquièrent de ce fait des droits quelconques ; ils jouaient plutôt le rôle de conseillers réunis autour du roi pour l'éclairer (2).

Si la discussion sur l'origine et les limites de la souveraineté tourmentaient quelquefois l'opinion, les grands corps de l'Etat n'avaient pas eu toutefois l'occasion, jusqu'au 8 août 1829 (3), de prendre nettement position dans cette dangereuse controverse. A partir de cette époque, tout changea. Des deux côtés s'élevèrent des prétentions également absolues, également intractables.

Après les élections de 1827, la Chambre des députés se sentit assez forte pour imposer désormais ses choix à la royauté et pour mettre à son concours des conditions déterminées. La royauté, de son côté, croyait devoir repousser cette prétention comme attentatoire à sa souveraineté et aux droits reconnus par la Charte (4) ; elle faisait de l'obligation de concourir une con-

plus de rigueur qu'elle est toute monarchique, tandis que la doctrine contraire amènerait tout naturellement et des mandataires du peuple et, par suite, le dogme de la souveraineté du peuple ».

(1) FRÉNILLY. *Moniteur*, 2 février 1822.

(2) Tel est l'esprit du discours prononcé par de la Bourdonnaye. *Moniteur*, 17 février 1816.

(3) Ordonnance constituant le ministère Polignac, dans laquelle l'opposition vit un défi de la royauté. *Moniteur*, 9 août 1829.

(4) Discours de la Bourdonnaye. *Moniteur*, 3 avril 1829,

Discours de la Boulaye, *Moniteur*, 7 avril 1829.

Discours d'ouverture du roi. *Moniteur*, 3 mars 1830 : « La Charte a placé les libertés publiques sous la sauvegarde des droits de ma couronne. Ces droits sont sacrés ; mon devoir envers mon peuple est de les transmettre intacts à mon successeur... Si de coupables manœuvres suscitaient à mon gouvernement des obstacles que je ne peux pas prévoir, je trouverais la force de les surmonter dans

dition essentielle de la monarchie constitutionnelle et n'admettait pas que les Chambres eussent à apprécier dans les agents de l'autorité royale, autre chose que ceux de leurs actes tombant sous le contrôle de la législature. Le roi législateur avait entendu borner là ses concessions et avait réservé le reste à sa couronne.

En face de cette doctrine, la Chambre et la presse formulaient sans déguisement la théorie du gouvernement du pays par le pays, du self-gouvernement des Etats-Unis. On n'en était pas à désirer changer les formes constitutionnelles ; mais on aspirait à changer le régime constituant. On ne rêvait la République que dans quelques clubs et l'usurpation que dans quelques salons de finances ; mais si l'on ne voulait pas des formes républicaines, on voulait du principe républicain et le *National* a toute raison de soutenir qu'il a été originairement institué pour le faire prévaloir (1).

ma résolution de maintenir la paix publique, dans la juste confiance des Français et l'amour qu'ils ont toujours montré pour leurs rois... »

(1) *Constitutionnel*, 30 janvier 1829, B. N.

« Les Américains n'ont jamais cessé de jouir des bienfaits de la liberté et de l'égalité... Il n'y a d'autre aristocratie que les supériorités réelles qui ne sont reconnues que lorsqu'elles sont accompagnées des vertus du citoyen. Un président des Etats-Unis n'a pas de trésors à sa disposition, ni de liste civile pour corrompre les consciences faciles et avoir autour de lui d'avidés courtisans... »

*Courrier Français*, 1<sup>er</sup> janvier 1829, B. N.

« Les heureux Etats-Unis poursuivent le cours majestueux et consolant des prospérités attachées à la meilleure direction qu'ait jamais eue une Société : celle qui, basée sur les vrais principes de la sociabilité, est la plus propre à satisfaire aux besoins et à la destination des Sociétés formées non pour la jouissance de quelques-uns, mais pour le bonheur de tous. »

*Revue Française*, 5 septembre 1829, B. N.

« De toutes parts, les hommes attendent, demandent ou obtiennent que le gouvernement devienne véritablement la *chose publique* au moyen de la presse libre, de la délibération commune et des élections populaires. »

La traduction de *chose publique* en latin donne *république*. Cette

La royauté n'avait pas de meilleur parti à prendre que de suivre le torrent qu'il lui était impossible de remonter. Au lieu de cela, Charles X commit la faute énorme d'appeler M. de Polignac aux affaires ; mais sous le rapport strictement constitutionnel, il était peut-être plus dans les termes rigoureux de la Charte que la Chambre des députés lorsqu'elle refusait de concourir tant que le roi n'aurait pas accepté des ministres de sa main.

Le président de cette Chambre, prenant texte de la prerogative royale, n'avait-il pas dit en d'autres termes : « Le jour où le gouvernement n'existera que par la majorité de la Chambre, le jour où il sera établi, en fait, que la Chambre peut repousser les ministres du roi et lui en imposer d'autres qui seraient ses propres ministres et non les ministres du roi, c'en est fait, non seulement de la Charte, mais de notre royauté... Ce jour-là, nous sommes en République (1) ».

Charles X pouvait, à bon droit, se rappeler ces paroles autorisées qui semblaient imposer des devoirs à sa conscience de roi ; il croyait aussi et à tort la France monarchique. Telle fut l'erreur qui le perdit. Il ne paraît pas, du reste, s'être dissimulé les périls du changement de front qu'il allait faire opérer à son gouvernement en face d'une assemblée menaçante ; il n'en alla pas moins droit au but et ce fut alors que, contre l'opposition irréductible, la royauté arbora son drapeau et que l'opinion qui se rattachait à elle proclama sans réserve sa théorie constituante (2).

Or voici le résumé de cette théorie et l'application qu'on en faisait aux difficultés du moment. La France, disait-on, est essen-

traduction est d'autant plus autorisée que l'auteur dit en parlant du progrès des idées démocratiques « que tel peuple qui est peut-être *républicain* se croit encore monarchique.

V. *National*, B. N., 3 janvier 1830.

(1) ROYER-COLLARD, 12 février 1816, *Moniteur*.

(2) Cette théorie royaliste relative au pouvoir Constituant diffère plutôt en la forme qu'au fond des théories précédemment exposées ; elle est surtout intéressante par les applications qui en sont faites aux questions du jour.

tiellement et naturellement monarchique ; toutes ses institutions émanent du trône. C'est ce dogme que Louis XVIII a consacré en repoussant la Constitution du Sénat et en octroyant la Charte de sa pleine puissance et autorité. La souveraineté est un attribut métaphysique, une sorte de caractère dont un acte politique ne peut jamais dessaisir le souverain. La Charte, sans doute, est sacrée ; mais c'est dans son origine monarchique qu'est son seul titre à l'obéissance de la France. En donnant la Charte, la royauté a déclaré que son action s'exercerait désormais concurremment avec deux Chambres et selon des formes déterminées ; voilà ce qui est irrévocablement acquis à la nation. Des deux Chambres, la royauté en a constitué une par la nomination directe et en lui conférant l'hérédité, privilège essentiellement monarchique. Aussi la pairie est-elle dans les conditions normales et la royauté ne peut rien contre elle. Il n'en est pas de même de la chambre élective : les conditions de nomination des députés auraient dû être déterminées par le pouvoir d'où émana la Constitution ; elles auraient dû être consignées dans la Charte elle-même et c'est à tort qu'elles ont été livrées à la discussion parlementaire. Tout ce qui est constitutif doit être au-dessus de la puissance législative ; or l'article 40 de la Charte ne contient sur la nomination des députés qu'une disposition vague et négative. C'est que le roi n'a pas jugé à propos d'épuiser, dès 1814, tout son pouvoir constituant ; c'est qu'il n'a considéré que comme des épreuves les lois d'élection de 1817 et de 1820 : épreuves qui n'auraient pu devenir définitives qu'autant que leurs résultats eussent été conformes au principe monarchique qui forme la base de la Constitution. Mais aujourd'hui que le trône est visiblement menacé dans ses prérogatives essentielles, par un dangereux système électoral, le roi, pour sauver la Charte et la France, doit de sa pleine et suprême autorité, publier une ordonnance électorale complémentaire de la Constitution.

C'est ainsi que Cottu (1) formulait cette redoutable théorie du

(1) Cottu. Les résultats nécessaires de la situation actuelle de la couronne et de la Chambre des députés. B. N. Lb<sup>49</sup> 1124.

Du seul moyen de sortir de la crise actuelle. B. N. Lb<sup>49</sup> 1049.

pouvoir constituant dont toute la France royaliste acceptait plus ou moins le principe et les conséquences. Le ministère hésita cependant ; mais la force des choses devait faire prévaloir le plan de Cottu. Le rapport qui précède les ordonnances de juillet est inspiré par ses doctrines.

Pour faire accepter cette théorie, logiquement enchaînée d'ailleurs, il n'y avait qu'une difficulté, c'était de faire admettre par le pays l'idée qui lui servait de base ; or cette idée qui se présentait avec un double caractère politique et religieux ne rencontrait sans aucun de ces deux rapports des sympathies profondes.

Le droit divin fondé sur des données arbitraires était repoussé par la portion éclairée des catholiques comme pouvant compromettre leurs plus sacrés intérêts.

Sous le rapport social, le pouvoir constituant ainsi compris était défendu par des arguments qui trouvaient moins de retentissement encore, l'école légitimiste excepté. Pour cette école, nous l'avons vu, la royauté était le fait constitutif de la France. En cette royauté de 14 siècles venaient se résumer toute notre histoire, toute notre nationalité. La révolution française, en refusant de consacrer ce principe, était restée un fait anormal dont il n'y avait pas plus à tenir compte que d'un accès de délire. Si la royauté avait sanctionné ceux de ses résultats susceptibles de s'harmoniser avec elle, elle ne conservait pas moins le droit de se défendre contre tous les faits qui pouvaient la menacer ; le salut de la France était à ce prix. C'était cette dictature facultative que consacrait l'article 14.

Cette opinion qui s'appuyait sur la prérogative royale, était sans racines dans le pays, parce qu'elle reposait sur une base entièrement fausse. Elle supposait que le droit public de la France n'avait pas changé en 1789, tandis que la substitution du principe rationnel avait modifié tous les rapports des hommes entre eux, tous ceux des sujets envers le pouvoir. Depuis l'Assemblée constituante, la monarchie était devenue une institution ayant date certaine, l'hérédité, un principe d'ordre, l'aristocratie, le simple résultat des inégalités naturelles. A partir de cette époque, les institutions ne furent plus consacrées par leur immémoriale antiquité, mais par leur utilité

actuelle et l'appréciation de cette utilité fut revendiquée par la nation qui s'arrogeait l'exercice de ce droit ; ces idées, à travers la Révolution et l'Empire, continuèrent leur chemin jusqu'au moment où la controverse se trouva engagée sur les bases de la monarchie.

Le roi avait commis une faute en appelant au ministère M. de Polignac. La Chambre en profita pour essayer de le chasser. Elle rédigea la fameuse adresse des 221 (1). Quoique conçue en termes très modérés, elle ne revendiquait pas moins les droits de la nation vis-à-vis de la royauté ; pour que la marche régulière des affaires publiques fût assurée, il fallait un concours de vues politiques permanent entre le gouvernement et les vœux de la nation ; c'était dire clairement que le pays possédait, par l'organe de ses représentants, autre chose que la vaine fiction de voix consultative. Deux ans plus tard,

(1) Voici, du reste, le texte de cette adresse datée du 17 mars 1830 dont le rédacteur fut Royer-Collard : « Sire, le peuple chérit et respecte votre autorité... Cependant, Sire, au milieu des sentiments unanimes de respect,... il se manifeste une vive inquiétude... Sire, la Charte que nous devons à votre auguste prédécesseur... consacre comme un droit l'intervention du pays dans la délibération des intérêts publics. Cette intervention devait être, elle est, en effet, indirecte, sagement mesurée, circonscrite dans des limites exactement tracées et que nous ne souffrirons jamais que l'on ose tenter de franchir ; mais elle est positive dans son résultat ; car elle fait du concours permanent des vues politiques de notre gouvernement avec les vœux de votre peuple, la condition indispensable de la marche régulière des affaires publiques. Sire, notre loyauté, notre dévouement nous condamnent à vous dire que ce concours n'existe pas... Entre ceux qui méconnaissent une nation si calme... et nous... que la haute sagesse de Votre Majesté prononce. »

La rédaction de cette adresse donna lieu à un véritable débat. De Lépine la repoussait ; pour lui « la souveraineté venait d'en haut. La Chambre, en se faisant juge des ministres, portait atteinte à la prérogative royale ». De Coussy exprimait des idées analogues et le ministre de l'intérieur de Montbel y voyait la suppression des articles 13 et 14 de la Charte en même temps que de l'autorité royale.

1<sup>re</sup> lecture en comité secret, 16 mars 1830. *Moniteur* 19 mars 1830.

M. de Chabrol appréciait ainsi les rôles respectifs de la Chambre et du ministère : « En face de la Chambre, disait-il (1), se trouvait un ministère faible pour la lutte qui se préparait, mais décidé à répondre de tous ses actes, ne déclinant point sous ce rapport sa responsabilité vis-à-vis des Chambres, mais regardant aussi comme un devoir impérieux de défendre la prérogative royale qu'on attaquait sans avoir de motif fondé dans l'usage qu'elle avait cru devoir en faire pour le choix de son ministère. La Chambre pouvait refuser sa confiance à ce ministère, attaquer ses projets, scruter sévèrement tous ses actes, restreindre autant qu'elle eût cru pouvoir le faire, sans compromettre les services, la disposition des fonds qu'elle lui avait confiés. Par cet usage d'une prérogative légale et sagement exercée, elle avertissait le pouvoir et lui signalait les conséquences de la fausse voie où il s'engageait. N'a-t-on pas fait autre chose en déclarant son refus de concourir avec un ministère dont aucun acte ne pouvait encore être accusé ? N'a-t-on pas placé la question sur un terrain brûlant, celui de la prérogative et alarmé au plus haut degré les inquiétudes nécessairement ombrageuses du pouvoir ».

Mais des observations analogues qui ne manquaient pas de se produire en 1830, n'étaient pas de nature à arrêter l'opposition et l'adresse une fois présentée et les réélections faites en masse dans le sens de l'adresse, les impossibilités devenaient de plus en plus manifestes encore.

En fait d'ailleurs, il n'existait plus en avril 1830 une monarchie constitutionnelle aux trois pouvoirs. Les choses en étaient venues au point où elles tendaient depuis longtemps ; il fallait que le principe populaire triomphât du principe monarchique ou que le principe monarchique triomphât du principe populaire ; il fallait changer la charte en ordonnance de bon plaisir ou contraindre le monarque à passer, la couronne de Louis XVI au front, sous les fourches caudines de la souveraineté électorale.

C'eût été peu connaître Charles X, que d'attendre de lui une

(1) Chambre des pairs. Discours de M. Chabrol. *Moniteur*, 12 janvier 1832.

pareille concession ; il aime mieux périr vaincu que de périr sans combattre. Peut-être aussi se faisait-il illusion sur le véritable état d'esprit de la foule et ne croyait-il pas qu'une pure question de théorie fût de nature à la préoccuper et à l'exalter si profondément. L'opposition voulait, le pays voulait assurer le triomphe du fameux principe : « le roi règne et ne gouverne pas » avec toutes ses conséquences, l'obligation pour la couronne de prendre les Ministres dans la majorité des Chambres, de ne pas les changer dans l'intervalle des sessions, de ne point présider le conseil, en un mot de n'exercer aucune action personnelle sur les affaires intérieures de la France ou sur ses relations diplomatiques. C'était ainsi que *Le National*, dès sa fondation, avait énoncé la théorie qui servit de base à l'adresse des 221 (1). Aucune entente

(1) Il nous paraît utile de citer quelques passages de ces articles du *National* qui ont tous Thiers pour auteur.

3 janvier 1830 : « Ce que veulent les amis de la liberté, c'est la monarchie représentative avec ses formes nécessaires, inévitables partout où elle sera bien entendue... Un roi héréditaire, inviolable, dépositaire du gouvernement, obligé d'en confier l'exercice à des ministres responsables qui font pour lui la paix et la guerre, rédigent les lois, administrent la fortune publique, sur lesquels la sévérité nationale punit les fautes commises... Au-dessous de ce roi, une pairie que son hérédité rende indépendante des ministres et que ses lumières rendent dépendante de l'opinion... A côté de cette pairie, une assemblée élective envoyée pour représenter le pays, faire prédominer son esprit, non pour nommer les ministres, mais pour les faire nommer par l'usage qu'elle fait de ses votes, n'administrant pas de ses mains, mais par les mains des hommes qui ont sa confiance ».

5 janvier 1830 : « Dans la monarchie représentative, la royauté choisit ses ministres, mais la majorité les renverse... La monarchie représentative n'est autre chose que la balance de ces veto réciproques que le roi oppose au pays » (par la dissolution des Chambres) « et le pays au roi » (par le renversement des ministères).

8 janvier 1830 : « Le roi et la Chambre peuvent se tromper, l'un dans ses choix, l'autre dans ses vœux. S'ils ne s'entendent pas, ils font l'un et l'autre usage de leur prérogative légitime de

ne devait donc surgir entre deux théories aussi absolues que différentes par leur essence même.

Toutefois, dans l'entourage du roi, on pensait qu'il n'était peut-être pas impossible d'éviter le conflit et la catastrophe éventuelle vers laquelle on s'acheminait, en convoquant la nation : le roi aurait remis entre les mains des localités le soin de leur propre administration (1), ce qui aurait permis d'opposer à la formule subversive : « le roi règne et ne gouverne pas » la formule suivante « le roi règne et n'administre pas ». Mais cette théorie qu'on présentait comme une ultime concession, reposait sur la supposition toute gratuite du vœu d'émancipation des localités. « Etes-vous pour le principe monarchique ou pour le principe parlementaire, pour la volonté du prince ou pour celle de la majorité » ? Telle était alors la seule question qui remuât profondément le pays et qui aboutit à l'inévitable conflit dans lequel sombra la Restauration au bénéfice de la Souveraineté nationale.

Deux actes d'une haute importance marquent cette dernière étape et il convient de s'y arrêter, non pas surtout parce qu'ils préludèrent à l'émeute, mais parce qu'ils résument les théories adverses en présence. Le roi avait répondu à l'adresse des 221 par l'ordonnance de dissolution du 20 mars 1830 (2); il pensait que la plupart des opposants ne seraient pas réélus et qu'ainsi se terminerait la lutte par le triomphe de sa volonté avec une majorité docile; le résultat des élections démentit ces prévisions; on sait que de nombreuses recrues nouvelles se joignirent aux 221 protestataires réélus. C'est alors que le roi prit une résolution énergique; il fit paraître les ordonnances de juillet (3) dont l'une dissolvait la nouvelle Chambre qui n'avait pas encore siégé, l'autre remaniait la loi des élections en renvoyant celles-ci à une date incertaine : une troisième supprimait la liberté de la

refuser (le vote) et de dissoudre. Ils en appellent alors, à qui ? A la force ? Non ! mais au pays qui est le juge suprême entre l'administration et la Chambre ».

(1) *Rénovateur hebdomadaire*, t. II 33<sup>e</sup> livraison. B. N.

(2) *Moniteur*, 21 mars 1830.

(3) 25 juillet 1830. *Moniteur*, 26 juillet 1830.

presse. « Nous avons reconnu », disait le roi, pour justifier la substitution d'une véritable dictature au régime légal, « la nécessité d'user du droit qui nous appartient de pourvoir, par des actes émanés de nous, à la sûreté de l'État et à la répression de toute entreprise attentative à la dignité de notre couronne » (1).

Charles X expliquait donc l'ensemble des mesures extraordinaires prises par lui comme une application régulière de l'article 14 de la Charte (2) ; d'ailleurs le rapport précédant les ordonnances (3) ne laissait aucun doute à ce sujet ; il

(1) V. ordonnance sur les élections. *Moniteur. Ibid.*

(2) Article 14 de la Charte. *Moniteur*, 5 juin 1814 : le roi est le chef suprême de l'État ; commande les forces de terre et de mer ; déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce ; nomme à tous les emplois d'administration publique et fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et la sûreté de l'État.

(3) Voici les passages essentiels de ce rapport : « Les causes successives qui ont concouru à affaiblir les ressorts du gouvernement monarchique tendent aujourd'hui à en altérer et à en changer la nature ; déchue de sa force morale, l'autorité, soit dans la capitale, soit dans les provinces, ne lutte qu'avec désavantage, contre les factions ; des doctrines pernicieuses et subversives hautement professées se répandent et se propagent dans les classes de la population... Il faut bien le reconnaître ; ces agitations qui ne peuvent s'accroître sans de grands périls, sont presque exclusivement produites et excitées par la liberté de la presse... Une loi sur les élections non moins féconde en désordres a sans doute concouru à les entretenir... La presse ne tend pas moins qu'à subjuguier la souveraineté et à envahir les pouvoirs de l'État. Nulle force, il faut l'avouer, n'est de nature à résister à un dissolvant aussi énergique que la presse.

Il ne faut pas s'abuser. Nous ne sommes plus dans les conditions ordinaires du gouvernement représentatif. Une démocratie turbulente dispose de la majorité des élections ; elle a paralysé autant qu'il dépendait d'elle, la plus essentielle prérogative de la couronne, celle de dissoudre la Chambre élective ; par cela même, la constitution de l'État est ébranlée ; le droit comme le devoir d'en assurer le maintien est l'attribut inséparable de la souveraineté. Nul gouvernement sur la terre ne resterait debout s'il avait le droit de pourvoir à sa sûreté ; ce pouvoir est préexistant aux lois parce qu'il est dans la

allait même plus loin, car il adoptait dans son intégrité, la théorie de Cottu, d'après laquelle le droit et le devoir d'assurer le maintien de l'Etat ébranlé constituait un attribut inséparable de la souveraineté royale.

Le premier moment de stupeur passé, après la lecture des ordonnances, il ne se trouva qu'un cri pour en signaler l'illégalité. Illégalité parce que le roi n'avait pas le droit, par simple ordonnance, d'abolir les lois existantes et d'instaurer à la place un régime de pure fantaisie, le régime du bon plaisir ; illégalité parce qu'aussi le roi n'avait pas le droit de dissoudre une chambre tant qu'elle n'était pas réunie, régulièrement constituée et sans motif. Telle était l'essence de la protestation rédigée par Thiers et publiée au nom de la presse (1). Elle n'admettait pas l'apparente justification basée sur l'article 14 de la Charte et il semble que ce fût à juste

nature des choses. Ce sont là, Sire, des maximes qui ont pour elles la sanction du temps. Mais ces maximes ont une autre sanction plus positive encore, celle de la Charte elle-même. L'article 14 a investi Votre Majesté d'un pouvoir suffisant, non sans doute pour changer les institutions, mais pour les consolider et les rendre plus immuables. D'impérieuses nécessités ne permettent plus de différer l'exercice de ce pouvoir suprême. Le moment est venu de recourir à des mesures qui rentrent dans l'esprit de la Charte... »

DUVERGIER de HAURANNE. *Op. cit.*

(1) « Le *Moniteur* a enfin publié ces mémorables ordonnances qui sont la plus éclatante violation des lois. Le régime légal est donc interrompu ; celui de la force est commencé.

Dans la situation où nous sommes placés, l'obéissance cesse d'être un devoir. Les citoyens appelés les premiers à obéir, sont les écrivains des journaux ; ils doivent donner les premiers l'exemple de la résistance à l'autorité qui s'est dépouillée du caractère de la loi.

La Charte dit, article 50, que le roi peut dissoudre la Chambre des députés ; mais il faut, pour cela, qu'elle ait été réunie, constituée en Chambre, qu'elle ait soutenu enfin un système capable de provoquer sa dissolution. Avant la constitution des Chambres, il n'y a que les élections faites. Or, nulle part, la Charte ne dit que le roi peut casser les élections. Les ordonnances publiées aujourd'hui ne font que casser les élections ; elles sont donc illégales.

titre ; si, en effet, l'article 14 avait eu la portée que le roi et ses ministres voulaient lui attribuer, la Charte devenait par le fait même une garantie illusoire dont le maintien dépendait de la seule bonne volonté du roi, ce qui n'était pas admissible. Le roi n'était pas souverain absolu ; la Charte énumérait ses droits et il ne pouvait sortir de ces limites, fixées d'avance, sans la violer, sans porter atteinte aux garanties qu'elle concédait à la nation et qui formaient pour cette nation autant de droits indestructibles. Il était donc naturel que les citoyens se considérassent comme déliés du devoir d'obéissance ; la résistance à l'autorité s'imposait, vu qu'elle s'était dépouillée du caractère de la loi. Voilà quel était le langage de l'opposition avant la Révolution de 1830 ; il aboutissait à créer, en face de l'autorité royale, une autre autorité, celle du peuple défenseur de ses droits et le peuple, en versant son sang, s'appêtait à prouver qu'il ne pensait pas autrement.

E. ROUX.

Paris, décembre 1907, mai 1908.

Paris, le 12 mai 1908,

Vu par le Président :

E. CHAVEGRIN.

Vu :

*Le Doyen,*

M. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*

LHIART.

---



## BIBLIOGRAPHIE

---

- A. DE VAULABELLE. — Histoire des deux Restaurations, 8 volumes.  
B. S<sup>e</sup> 6 (1). 8°. L. 759<sup>20</sup>.
- MAVIDAL et LAURENT. — Archives parlementaires. BFD (2). 10.248,  
10.249 et 10.250.
- DUVERGIER DE HAURANNE. — Histoire du gouvernement parlementaire  
en France, 10 volumes. BFD. 26.611.
- M. ESMEIN. — Eléments de droit constitutionnel français et comparé.  
BFD. 33.335.
- VIEL-CASTEL. — Histoire de la Restauration, 20 volumes. BFD. 26.680.
- LAMARTINE. — Histoire de la Restauration. BFD. 52.398.
- THUREAU-DANGIN. — Le parti libéral sous la Restauration. BFD. 34.876.  
Royalistes et républicains. BFD. 34.877.
- G. BARTHÉLEMY. — Introduction du régime parlementaire en France  
sous Louis XVIII et Charles X. BFD. 35.559.
- BONNEFON. — Le régime parlementaire de la Restauration. BFD. 12.530.
- BUCHÉZ et ROUX. — Histoire parlementaire. BFD. 26.581.
- H. TAINE. — Les origines de la France contemporaine. BFD. 27.409.
- BENJAMIN CONSTANT. — Œuvres politiques. BFD. 30.423.
- DE PRADT et BENJAMIN CONSTANT. — Mélanges politiques et histori-  
ques. B. S<sup>e</sup> 6. 8°. L. 759<sup>25</sup>.
- BEUGNOT. — Documents relatifs aux travaux préparatoires de la  
Charte. Arch. nat. AB<sup>30</sup> 191.
- Mémoires du comte Beugnot (1783-1815). BN. La<sup>34</sup> 7 A.
- Mémoires du comte Ferrand. BN. L<sup>45</sup> 63.
- Mémoires du prince de Talleyrand. BN. La<sup>30</sup> 57.
- Mémoires et correspondances du comte de Villèle. BN. Ln<sup>27</sup> 37.430.
- Mémoires et relations politiques du baron de Vitrolles. BN. La 37<sup>16</sup>.
- Publication de certains papiers de Vitrolles. *Moniteur*, 15 avril 1815.  
BFD.

(1) Bibliothèque Ste-Geneviève.

(2) Bibliothèque de la Faculté de Droit.

- CLAUSEL DE COUSSERGUES. — Considérations sur l'origine, la rédaction, la promulgation et l'exécution de la Charte. BN. Lb<sup>49</sup>. 1.280.  
Les réflexions de M. Bergasse sur l'acte constitutionnel du Sénat. BN. Lb<sup>44</sup> 653.  
Le cri de la raison et de l'expérience. MARCHAND DU CHAUME. BN. Lb<sup>44</sup> 647.  
Lettre à Sa Magesté l'Empereur de Russie sur le projet d'une nouvelle Constitution. MARIGNIÉ. BN. Lb<sup>44</sup> 650.  
Constitution non écrite du royaume de France. DUCANCEL. BN. Lb<sup>45</sup> 165.  
Constitution du temps (auteur inconnu). BN. Lb<sup>45</sup> 391.  
De la Constitution française de l'an 1814, par M. GRÉGOIRE, ancien évêque de Blois. BN. Lb<sup>45</sup> 177.  
Réflexions sur la Constitution et la distribution des pouvoirs. BENJAMIN CONSTANT, BN. Lb<sup>45</sup> 172.  
Les avantages d'une Constitution libérale, BOYER-FONFRÈRE, BN. Lb<sup>45</sup> 559.  
CHATEAUBRIAND. — Mémoires d'Outre-Tombe, BFD. 43.528  
J.-J. ROUSSEAU. — Contrat social, 27.699.  
COTTU. — Des résultats nécessaires de la situation actuelle de la Chambre des Députés, BN. Lb<sup>63</sup> 170.  
*Moniteur*, BFD.  
*Journal des Débats*  
*Journal de Paris*  
*Gazette de France*  
*Le Drapeau blanc*  
*Le Censeur*  
*Le Constitutionnel*  
*Le Courrier*  
*Le Globe*  
*Le National* } BN.  
E. HAMEL. — Histoire de la Restauration, B. S<sup>e</sup> 6 8<sup>e</sup> L. 1.066 Sup.  
DULAURE J.-A. — Histoire de la Révolution française depuis 1814 jusqu'à 1830, B. S<sup>e</sup> 6. 8<sup>e</sup> L. 759<sup>39</sup>.  
ODILON-BARROT. — Mémoires posthumes, B. S<sup>e</sup> 6. 8<sup>e</sup> L. 318 Sup.  
LA FAYETTE. — Mémoires publiés par Eug. Asse, B. S<sup>e</sup> 6. 8<sup>e</sup> L. 1.228 Sup.  
Mémoires, correspondances et manuscrits du Général LA FAYETTE, Paris. FOURNIER aîné, 1837. BN. (1). La<sup>33</sup> 70.

- LA ROCHEFOUCAULD. — Mémoires. B. S° 6. 8° L. 237 Sup.
- CHATEAUBRIAND. — Mélanges politiques, B. S° 6. 8° L. 759<sup>47bis</sup>.
- BARBÉ MARBOIS. — Journal d'un déporté, B. S° 6. 8° Δ 52.130.
- RÉMUSAT. — Correspondance pendant les premières années de la Restauration, B. C° 6. 8° 2 239 Sup.
- HYDE DE NEUVILLE. — Mémoires, B. S° 6. 8° L. 1.082 Sup. et BN. La<sup>32</sup> 609.
- Général Foy. — Discours, B. S° 6. 8° X. 8.519.
- Abbé BARRUEL. — Considérations pour servir à l'histoire du jacobinisme. B. S° 6. 8° L 756<sup>13</sup>.
- BEUGNOT. — Procès-verbal de la première séance de la Commission (22 mai 1814). Rapport de Beugnot au roi « sur la forme de promulgation de la Charte constitutionnelle ». Arch. nat. AB. XIX 340.
- Correspondance de Beugnot et Dambray. Arch. nat. AB. XIX 351.





